

PRÉSIDENCE

Tebboune reçoit une demande du président allemand pour gracier Boualem Sansal

P 16

1,4 GIGAWATT (GW) D'ÉQUIPEMENTS IMPORTÉS EN NEUF MOIS

Les projets EnR s'accélèrent

Les importations d'équipements photovoltaïques de l'Algérie en provenance de Chine ont atteint 1,4 gigawatt (GW) entre janvier et septembre 2025, contre seulement 20 mégawatts (MW) sur la même période en 2024. Ce bond remarquable témoigne de l'accélération concrète des projets énergétiques inscrits dans la stratégie nationale de transition vers les énergies renouvelables. P 3



PRODUCTION DE COTON ET MISE EN EXPLOITATION D'UNE BRIQUETERIE À ADRAR

Les instructions du ministre de l'Industrie

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a mis l'accent, hier dans la wilaya d'Adrar, sur la nécessité d'accélérer les travaux techniques et d'ingénierie pour la mise en exploitation de la briqueterie de la commune de Fenoughil (Sud d'Adrar) en mars prochain.

P 2

ACCOMPAGNEMENT DES ARTISANS DANS LE FINANCEMENT DE LEURS PROJETS

L'Etat réaffirme son engagement

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a réaffirmé, lundi à Alger, la volonté de l'Etat d'accompagner les artisans dans le financement de leurs projets, soulignant que l'artisanat est désormais «un composant stratégique» du système économique.

P 5

INVESTISSEMENT

Les dispositions du PLF 2026 saluées par les députés

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, lundi, les mesures d'appui à l'investissement et les dispositions visant à consacrer le caractère social de l'Etat, prévues dans le projet de loi de finances (PLF) 2026, se disant satisfaits des indicateurs économiques positifs contenus dans le texte.

P 3

BOURSE D'ALGER

M^{me} Amel Selmoun nommée directrice générale P 3

CAMPAGNE LABOURS- SEMAILLES 2025-2026

Plus de trois millions de quintaux de semences mobilisés P 5

RAPPORT

Chaque année le changement climatique coûte la vie à des millions de personnes P 16

FINANCE ISLAMIQUE
La BNA inaugure
une nouvelle
agence à Blida

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a inauguré une nouvelle agence à Blida, dédiée exclusivement à l'activité de la Finance islamique et ce, dans le cadre de sa stratégie visant l'extension de son réseau, indique lundi un communiqué de la banque. Avec l'ouverture de cette nouvelle agence "1280", située au boulevard Mustapha Benboulaïd, le réseau BNA de la finance islamique compte désormais 16 agences et 108 guichets, soit 124 structures commerciales à travers le pays, a précisé la même source. L'inauguration de la nouvelle agence reflète "l'engagement de la BNA à développer davantage l'activité de la finance islamique, inscrit comme un axe majeur dans son plan stratégique 2024-2028, et à contribuer activement à l'effort collectif en matière de bancarisation et d'inclusion financière, en adéquation avec les orientations des pouvoirs publics", souligne la banque publique dans son communiqué.

GHARDAÏA
Plus de 19.700
cartes Chifa
actualisées à ce
jour

Plus de 19.760 cartes Chifa ont été actualisées au niveau des officines de pharmacie conventionnées avec la Caisse nationale des assurances sociales des salariés (CNAS), dans la wilaya de Ghardaïa, depuis le lancement de l'opération en mai dernier, a-t-on appris lundi auprès de la Caisse. L'opération vise la numérisation des prestations, l'élargissement des avantages offerts par la CNAS via des techniques modernes adaptées aux exigences de la modernité et aux exigences de la transition numérique de la Caisse, assurant des prestations à distance et réduisant les désagréments de déplacement vers ses différents centres, a-t-on expliqué. L'opération, qui couronne un processus de large utilisation de la carte Chifa, devenu un outil essentiel pour la couverture sanitaire de l'assuré social, permet une actualisation électronique de la Carte et sa validité et, ainsi, une réduction des procédures papiers, un gain de temps appréciable et l'atténuation de la pression sur les structures de la CNAS, a précisé à l'APS le chargé de communication de la CNAS-Ghardaïa, Kamel Guettai. La CNAS-Ghardaïa a délivré à ce jour 178.355 cartes Chifa aux assurés sociaux et leurs ayants-droits depuis le lancement de cette carte en 2008, selon les données de la Caisse. (APS) 30238/253

PRODUCTION DE COTON ET MISE EN EXPLOITATION
D'UNE BRIQUETERIE À ADRAR

Les instructions
du ministre de l'Industrie

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a mis l'accent, hier dans la wilaya d'Adrar, sur la nécessité d'accélérer les travaux techniques et d'ingénierie pour la mise en exploitation de la briqueterie de la commune de Fenoughil (Sud d'Adrar) en mars prochain.

Synthèse S R.

Lors de la première étape de sa visite de travail dans la wilaya d'Adrar, le ministre a écouté, au niveau de la briqueterie de Fenoughil, un exposé sur les six (6) unités industrielles, dans la wilaya d'Adrar, ayant été transférées au groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), après avoir été récupérées par voie de justice (jugements définitifs). Les responsables du groupe GICA ont aussi fait part des démarches adoptées et des contraintes rencontrées pour la réhabilitation de ces unités afin de permettre leur mise en exploitation dans les délais impartis, à l'instar de la briqueterie de Fenoughil appelée à assurer une production de 300.000 tonnes/an, selon les explications fournies. Toutes les démarches ont été finalisées, dans l'attente du raccor-

dement de cette entité industrielle à l'électricité, sur une distance de 40 km, et de son raccordement au réseau de gaz dans les plus brefs délais, après parachèvement des évaluations de la commission technique concernée, a-t-on ajouté. Le ministre de l'Industrie a saisi l'opportunité pour appeler à l'accélération des travaux de raccordement au réseau électrique en vue de sa mise en service en mars 2026, et au respect des normes de qualité dans la production.

Une usine agro agro-industrielle
de coton relancée

M. Yahia Bachir a ensuite visité le groupement intégré de production de coton, couvrant une superficie globale de 5.000 hectares sur le territoire de la commune de Tamentit et qui a été transféré au groupe

"Agrodiv". Sur site, il a appelé ses gestionnaires à arrêter un plan d'action bien étudié et recourir aux expertises existantes dans ce type d'activités, en vue de permettre son entrée en production, ainsi qu'à accélérer le raccordement du projet au réseau d'électricité.

Le groupement est constitué d'un système d'exploitation agricole du coton sur 4.000 ha accompagné d'une unité de traitement, ainsi que d'un système d'exploitation agricole de fruits et légumes sur 1.000 ha avec une unité de transformation. Le projet, d'un coût de 8 milliards DA, devra générer 300 emplois directs et 750 autres indirects, selon les données fournies. Le ministre de l'Industrie poursuit sa visite de travail dans la wilaya et inspectera dans la prochaine étape la cimenterie du groupe "Gica" à Timegtène (Est de la wilaya).

COMMERCE EXTÉRIEUR

Lancement de l'opération de compensation des exportateurs

Par S R.

Le Ministère du Commerce Extérieur et de la Promotion des Exportations a annoncé le début des procédures de compensation des dossiers déposés pour l'année 2025 par les opérateurs économiques actifs dans le domaine de l'exportation. Dans un communiqué, le ministère a précisé que « dans le cadre des mesures d'accompagnement des exportateurs, dans le cadre des efforts vi-

sant à encourager et diversifier les exportations, et à instaurer une nouvelle dynamique pour l'économie nationale basée sur le soutien à la production locale et le renforcement de sa compétitivité sur les marchés internationaux, le Ministère du Commerce Extérieur et de la Promotion des Exportations informe l'ensemble des opérateurs économiques actifs dans le domaine de l'exportation qu'il a entamé les démarches pour la compensation des dossiers déposés

pour l'année 2025 via la plateforme numérique dédiée à la gestion du compte du fonds de promotion des exportations : https://fspe.commerce.gov.dz/. » Le ministère a invité tous les opérateurs économiques à soumettre leurs dossiers traités et acceptés via la plateforme numérique mentionnée, ainsi qu'à corriger et soumettre les réserves enregistrées pour les dossiers classés sous la rubrique « En attente de correction

», afin de permettre l'achèvement de l'examen de leurs dossiers dans les plus brefs délais. Le ministère a également précisé que « la date limite pour soumettre les dossiers via la plateforme numérique a été fixée au 1er décembre 2025, afin de permettre à ses services de terminer l'examen des dossiers et de compenser les opérateurs économiques actifs dans le domaine de l'exportation dans les délais légaux définis ».

"SIPA 2025" À ORAN

Appel à promouvoir l'investissement

Par R E.

La 10e édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2025) s'est conclue dimanche à Oran par une série de recommandations visant à renforcer la dynamique de développement du secteur, à promouvoir l'investissement et à moderniser la gestion à travers la numérisation et l'innovation. Les recommandations ont souligné l'importance d'ancrer la culture du numérique dans le secteur, notamment par la mise en place de standards et de technologies unifiées garantissant l'interopérabilité des systèmes et facilitant l'échange automatique des données entre les différents acteurs. Elles ont également insisté sur la nécessité

de soutenir l'innovation numérique à travers les centres de recherche et les incubateurs, ainsi que sur la finalisation de la chaîne d'information indispensable au bon déroulement des activités de production. Les participants ont aussi appelé à renforcer l'entrepreneuriat et les start-up, en mettant en valeur les projets innovants dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, tout en intensifiant l'accompagnement des professionnels pour la création de coopératives efficaces, gérées selon des principes modernes administratifs et financiers. Par ailleurs, les recommandations ont souligné la nécessité pour les investisseurs de souscrire à des contrats d'assurance

performants, garantissant la pérennité des projets à long terme et ont appelé les compagnies d'assurance à jouer un rôle plus actif dans l'accompagnement des éleveurs, à travers des services de prévention, de protection et de conseil. Il a également été recommandé de renforcer la coordination avec Algérie Télécom Satellite afin d'assister les armateurs dans les opérations techniques, de réviser les tarifs des services et de réaliser des tests techniques avant les sorties en mer. Enfin, les recommandations ont souligné la nécessité d'assurer la participation des entreprises nationales à l'événement "AgroFood Oman", prévu du 1er au 3 décembre prochain au Sultanat d'Oman, où l'Algérie sera l'invitée d'honneur.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

1,4 GIGAWATT (GW) D'ÉQUIPEMENTS IMPORTÉS EN NEUF MOIS

Les projets EnR s'accélèrent

Les importations d'équipements photovoltaïques de l'Algérie en provenance de Chine ont atteint 1,4 gigawatt (GW) entre janvier et septembre 2025, contre seulement 20 mégawatts (MW) sur la même période en 2024. Ce bond remarquable témoigne de l'accélération concrète des projets énergétiques inscrits dans la stratégie nationale de transition vers les énergies renouvelables.

Par M. A.

Cette envolée, estimée à 1,38 GW en un an, accompagne la mise en œuvre d'importants chantiers de centrales solaires pilotés par le groupe public Sonelgaz. L'entreprise œuvre à diversifier le mix électrique national et à réduire la part du gaz dans la production d'énergie, conformément aux orientations du gouvernement. L'Algérie ambitionne en effet de porter la capacité de production issue des énergies renouvelables à plus de 15 GW d'ici 2035. Les chiffres mensuels traduisent une dynamique continue, avec un pic exceptionnel enregistré en janvier 2025, soit 390 MW, suivi d'un second sommet en septembre avec 240 MW, a précisé la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». En effet, entre les deux périodes, les importations ont varié

selon l'avancement des chantiers : 160 MW en avril, 150 MW en mai et 210 MW en juillet. Sur le plan trimestriel, les volumes ont atteint 460 MW au premier trimestre, 400 MW au deuxième et 540 MW au troisième, confirmant une reprise soutenue de la demande à partir de l'été, ajoute la même source. Cette tendance est portée par le lancement de plusieurs projets structurants. En 2024, Sonelgaz a signé des contrats pour la réalisation de 20 centrales solaires réparties sur le territoire national : 15 d'entre elles issues d'un premier appel d'offres d'une capacité totale de près de 2 GW, et 5 autres regroupées dans un second lot équivalant à 1 GW. En 2025, une nouvelle centrale de 80 MW a vu la pose de sa première pierre sur un site de 160 hectares, dont la mise en service partielle est prévue entre décembre 2025 et janvier 2026. Ces initiatives s'ajoutent à d'autres projets

déjà engagés, notamment une centrale de 200 MW et trois autres de 150 MW, 220 MW et 80 MW. L'ensemble de ces réalisations marque le passage d'une phase de planification à une phase d'exécution à grande échelle. La capacité nationale installée, estimée à 601 MW fin 2024, devrait ainsi croître rapidement à mesure que les nouvelles unités entreront en activité. Cette montée en puissance illustre la place centrale qu'occupe désormais la Chine dans l'équipement du programme solaire algérien. En multipliant par soixante-dix ses importations de panneaux photovoltaïques en un an, l'Algérie confirme sa détermination à industrialiser sa filière solaire, à renforcer sa sécurité énergétique et à inscrire durablement la transition énergétique dans son développement économique.

INVESTISSEMENT

Les dispositions du PLF 2026 saluées par les députés

Par R. E.

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont salué, lundi, les mesures d'appui à l'investissement et les dispositions visant à consacrer le caractère social de l'Etat, prévues dans le projet de loi de finances (PLF) 2026, se disant satisfaits des indicateurs économiques positifs contenus dans le texte. Cela a été exprimé lors d'une séance plénière à l'APN, présidée par Ibrahim Fakhour, vice-président de l'assemblée, consacrée au débat du PLF 2026 présenté, dimanche, par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, en présence de membres du gouvernement. Dans ce cadre, le député Rabah Daimallah (Mouvement El-Bina) s'est félicité des dispositions relatives à la protection du pouvoir d'achat et à la stimulation de l'investissement, notamment à travers la non approbation

de nouvelles augmentations fiscales, appelant à renforcer le rôle des petites entreprises et des start-up dans l'économie nationale. Pour sa part, le député Mehdi Kouira (Rassemblement National Démocratique-RND) a mis l'accent sur l'importance de la non introduction d'augmentations fiscales dans le projet, considérant que cela témoigne de l'engagement de l'Etat à encourager l'investissement et à protéger le pouvoir d'achat des citoyens, insistant sur la nécessité d'orienter les investissements vers les secteurs productifs tels que l'agriculture, les industries manufacturières et les énergies renouvelables. De son côté, Mokhtar Bousbia (indépendants) a salué l'amélioration des indicateurs économiques dans le PLF 2026, particulièrement pour ce qui est du taux de croissance, de la baisse de l'inflation, et de la préservation du pouvoir d'achat, appelant au développement du réseau routier dans les wil

ayas du Sud pour accompagner la dynamique croissante de l'investissement. Le député Zouahra Kamel (parti du Front de Libération Nationale, FLN) a insisté sur la levée du gel des projets publics vitaux, notamment dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des transports, saluant l'augmentation de la valeur de l'allocation chômage et proposant d'étendre l'âge d'éligibilité à cette allocation jusqu'à cinquante (50) ans. De son côté, la députée Farida Ghamra (Mouvement de la société pour la paix-MSP), a salué les décisions relatives à l'augmentation des salaires, à l'importation d'autobus et au développement de la finance islamique, soulignant la nécessité de lutter contre la bureaucratie qui entrave la réalisation des projets de développement. Le député Ali Mouilhi (Front de la justice et du développement-FJD) a appelé à la levée du gel des projets vitaux et à la révision des conditions d'éligibilité

pour l'accès au logement public locatif, notamment dans les wilayas frontalières de l'Est du pays. Le député Fateh Brikat (Front El Moustakbal) a estimé que le projet de loi établit un équilibre entre les ambitions du développement et les capacités de mise en œuvre, saluant les réformes économiques et sociales initiées par l'Etat, et qui se poursuivront à travers le PLF 2026. Les intervenants ont également émis plusieurs observations et propositions, telles que la facilitation de l'exportation de l'excédent de la production agricole et l'encouragement des industries de transformation, tout en appelant à la réalisation de structures publiques dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hydraulique, de la culture et des sports, à même de refléter les orientations du PLF vers le renforcement d'un développement global et équilibré.

PLF 2026

Plaidoyer pour une croissance durable et qualitative

Par Adem A.

Présenté à l'Assemblée populaire nationale, le projet de loi de finances (PLF) 2026 s'inscrit dans un contexte économique marqué par une croissance positive et une inflation en recul. Invité de la « Chaîne 3 » de la radio nationale, l'économiste Mahfoud Kaoubi a livré une lecture lucide de ce texte budgétaire, plaidant pour un modèle de développement fondé sur la qualité, la performance et la soutenabilité. Le contexte national présente des éléments assez positifs : une croissance moyenne de 4,1 % en 2024 et de 3 % au premier trimestre 2025, avec une inflation maîtrisée autour de 3%. Selon M. Kouabi, ces indicateurs traduisent la stabilité retrouvée de l'économie nationale, mais appellent désormais à un changement de cap : « L'ambition doit être de passer d'une croissance quantitative à une croissance qualitative,

fondée sur la diversification et la création de valeur ajoutée. » Le PLF 2026 traduit cette orientation par le maintien d'une stabilité fiscale en faveur des entreprises, sans création de nouveaux impôts. Certaines mesures visent même à encourager l'investissement, à l'image de la réduction de l'IRG sur les dividendes de 15 à 10 %, ainsi que le maintien des exonérations pour les secteurs stratégiques comme les énergies renouvelables, l'industrie ou encore l'agriculture. « L'Etat a consenti un effort considérable pour soutenir les secteurs productifs, malgré la nécessité croissante de financer les dépenses publiques », a noté l'économiste. Mais cette politique d'encouragement n'est pas sans coût. Les transferts sociaux atteignent 6 000 milliards de dinars, soit 34 % du budget total, estimé à 17 600 milliards de dinars. Un poids jugé « considérable » par Mahfoud Kaoubi, qui rappelle que les recettes

ne couvrent que 8 000 milliards de dinars, générant un déficit budgétaire supérieur à 50 %. « Le caractère social de l'Etat est pleinement assumé, mais il faut s'interroger sur la soutenabilité de cette dépense », a-t-il prévenu. Pour combler ce déséquilibre, le PLF prévoit d'élargir la marge de financement auprès de la Banque d'Algérie, portant le plafond des avances de 10 à 20 % des dépenses budgétaires, avec un délai de remboursement prolongé à une année renouvelable. Mais au-delà des ajustements financiers, Mahfoud Kaoubi a appelé à des réformes structurelles profondes. « Il faut réhabiliter le secteur public marchand, le rendre compétitif et libérer le marché des rigidités administratives. L'économie algérienne souffre encore d'un excès de bureaucratie et d'un manque de synergie entre les réformes », a-t-il insisté. L'expert a également mis en garde contre la dualité du taux de change, qu'il qualifie de

« frein majeur à la compétitivité ». Selon lui, cette distorsion alimente le marché informel, qui capterait plus de 35 % de la masse monétaire nationale. « Plus il y a de subventions et de transferts sans contrôle, plus l'informel se développe. Il faut agir sur le prix et amorcer une politique d'unification du taux de change », a-t-il affirmé. Kaoubi a enfin plaidé pour une gouvernance renouvée, fondée sur la performance et la transparence dans la gestion des finances publiques. « Il ne suffit pas de dépenser, il faut mesurer les résultats. Les budgets doivent être exécutés avec efficacité, et chaque dinar investi doit produire de la valeur ». Pour lui, le véritable défi du PLF 2026 réside donc dans la transformation qualitative de la croissance : « Notre potentiel est immense. Il est temps de privilégier une croissance durable, équitable et compétitive, portée par l'industrie, l'agriculture modernisée et les technologies nouvelles ».

BOURSE D'ALGER

Mme Amel Selmoun nommée directrice générale

Par R. E.

La Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV) a annoncé, hier, dans un communiqué, la nomination de Mme Amel Selmoun au poste de directrice générale de cette institution financière, succédant ainsi à Yazid Belmihoub. Selon le document, l'installation de Mme Selmoun a eu lieu dimanche par le Conseil d'administration de la SGBV (Bourse d'Alger). Cette nomination s'inscrit dans le cadre de la dynamique de modernisation et de développement engagée par la Société, visant à renforcer l'efficacité et l'attractivité du marché boursier national. Membre du conseil d'administration depuis 2023, Mme Selmoun représentait alors la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), actionnaire de la SGBV. Diplômée de l'Ecole supérieure de banques, Mme Selmoun cumule une longue expérience dans le secteur financier. Elle a occupé plusieurs postes de responsabilité dans le contrôle de gestion, le pilotage institutionnel et le développement du marché des capitaux, indique le document. Créée le 25 mai 1997 en vertu du décret législatif n 93-10 du 23 mai 1993, la SGBV est une société par actions (SPA) dotée d'un capital social de plus de 485 millions de dinars. Elle constitue un cadre organisé et réglementé destiné aux intermédiaires en opérations de bourse (IOB), leur permettant d'exercer leurs missions conformément aux lois et règlements en vigueur. Depuis sa création, la SGBV a mis en place les dispositifs opérationnels et techniques nécessaires aux transactions sur les valeurs mobilières admises en Bourse, rappelle le communiqué.

ALGÉRIE-SINGAPOUR
Examen des moyens
de développer
les relations
commerciales
et économiques
bilatérales

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a reçu, dimanche, l'ambassadeur non résident de la République de Singapour auprès de l'Algérie, M. Mohammad Alami Musa, avec lequel il a examiné les voies et moyens de développer les relations commerciales et de renforcer la coopération économique entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, le ministre a souligné l'importance de créer un Conseil d'affaires algéro-singapourien, pour servir de cadre institutionnel permanent à même de consolider les partenariats entre les opérateurs économiques des deux pays, adressant par là même une invitation officielle aux entreprises singapouriennes pour participer au Salon afro-arabe sur les technologies industrielles 4.1, prévu en Algérie en 2026, a précisé la même source. De son côté, l'ambassadeur a exprimé la volonté de son pays d'approfondir la coopération commerciale avec l'Algérie, affirmant la disponibilité des entreprises singapouriennes à travailler selon une vision commune fondée sur le principe d'intérêt mutuel et du partenariat gagnant-gagnant, selon le communiqué.

COMMERCE EXTÉRIEUR
Le ministre Rezig
s'entretient
avec l'ambassadeur
du Brésil

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a examiné avec l'ambassadeur de la République fédérale du Brésil en Algérie, M. Marcos Vinicius Pinta Gama, les voies et moyens de développer les relations commerciales et de renforcer la coopération économique entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s'est tenue, dimanche, M. Rezig a souligné l'importance d'activer le Conseil d'affaires algéro-brésilien, en tant que cadre permanent de coordination des échanges et de faciliter l'établissement de partenariats entre les entreprises des deux pays, notamment dans le domaine des produits alimentaires et des industries agro-alimentaires, précise le communiqué. Le ministre a également souligné la nécessité d'échanger les expertises dans les secteurs d'intérêt commun, dans le cadre d'une coopération basée sur le principe gagnant-gagnant. De son côté, l'ambassadeur brésilien a fait part de la disposition de son pays à développer la coopération économique avec l'Algérie et de sa volonté d'élargir les domaines de partenariat commercial, compte tenu des potentialités des deux pays, conclut le communiqué.

28^e ÉDITION DU SILA
Plus de 6,2 millions de visiteurs

La 28^e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA 2025), organisée du 29 octobre au 8 novembre, a enregistré une affluence de "plus de 6,2 millions de visiteurs", a indiqué, dimanche, le Commissariat du Salon dans un communiqué. La 28^e édition du SILA, dont les activités ont pris fin samedi au Palais des Expositions des Pins maritimes (Safex), a enregistré une "affluence exceptionnelle s'élevant à 6.241.718" visiteurs, avec "un pic le 6 novembre ayant atteint 850.914 de visiteurs", a précisé le communiqué. Le Commissariat a estimé que ces chiffres "reflètent la place que le livre occupe au sein de la société algérienne" et confirment "l'importance croissante de ce rendez-vous culturel sur la scène nationale", ajoutant que "le Salon est l'un des plus grands rendez-vous culturels en Algérie, dans le monde arabe et en Afrique et constitue un espace ouvert



pour le dialogue intellectuel et l'échange d'expériences humaines et créatives". La 28^{ème} édition du SILA, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

s'est tenue sous le slogan "Le livre, carrefour des cultures", avec la participation de 1.254 maisons d'édition de 49 pays, dont la Mauritanie, comme invitée d'honneur.

MME ABDELLATIF REÇOIT UNE DÉLÉGATION DU SNAPAP DU COMMERCE

« La modernisation du secteur passe par
l'investissement dans la ressource humaine »

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a reçu une délégation du Conseil national des personnels du secteur du Commerce, relevant du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), dans le cadre des efforts visant à trouver des solutions pratiques à même d'améliorer les conditions de travail et la performance professionnelle, indique un communiqué du ministère. La réunion, qui s'est tenue dimanche au siège du ministère en présence de ses cadres centraux, s'inscrit dans le cadre de l'approche participative

du secteur, basée sur le dialogue et la concertation continue avec les différents partenaires sociaux", selon la même source. Après avoir écouté les préoccupations soulevées, la ministre a souligné que "la modernisation du secteur passe par l'investissement dans la ressource humaine à travers la formation continue et la modernisation des méthodes de travail, en assurant aux cadres et aux agents, les conditions adéquates pour l'accomplissement de leurs missions". Elle a, en outre, souligné que son département ministériel "s'est engagé dans la mise en œuvre d'un plan global pour développer les outils de

gestion, outre l'intégration de solutions numériques dans le cadre d'une approche s'appuyant sur la transparence et l'efficacité, pour être en phase avec les transformations économiques et optimiser la protection du consommateur et la régulation du marché". Mme Abdellatif a, enfin, salué "l'esprit de responsabilité et d'ouverture qui a caractérisé le dialogue", affirmant que ces rencontres se tiendront périodiquement pour concrétiser la vision du secteur et garantir une participation efficace de tous les acteurs dans le processus de modernisation, conclut le communiqué.

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre Djellaoui reçoit des députés des wilayas
d'Illizi et de Bordj Badji Mokhtar

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a reçu, dimanche, des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant les wilayas d'Illizi et de Bordj Badji Mokhtar, lesquels ont évoqué une série de préoccupations concernant le développement et la modernisation du réseau routier de ces wilayas, indique un communi-

qué du ministère. Cette réunion, tenue au siège du ministère, s'inscrit dans le "cadre de la série de réunions périodiques qu'il tient avec les représentants du peuple dans les deux chambres du Parlement", précise le communiqué. Dans ce cadre, les députés de la wilaya d'Illizi ont souligné "l'importance de la réhabilitation et de l'entretien du réseau routier de la wilaya, au vu de

son rôle vital dans le désenclavement et le renforcement du développement socioéconomique de la wilaya". De leur côté, les députés de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar ont mis en avant la nécessité de "poursuivre le développement du réseau routier de la wilaya au service de ses habitants, et consolider ainsi le développement local", ajoute la même source. A cette occasion, le

ministre a mis l'accent sur "l'intérêt qu'accorde l'Etat au développement des régions du Sud", précisant que "toutes les préoccupations soulevées seront prises en compte, en veillant à y répondre selon les moyens disponibles, afin de garantir l'amélioration du réseau d'infrastructures et de renforcer le processus de développement dans les deux wilayas", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,36	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 404,00	1400,00	-0,28	-0,63	-1,02	9,00	5,56	9275	12 985 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	1,31	3,61	6,65	6,40	40	100 040,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	3,43	1,86	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	361,00	-5,00	-6,42	-9,46	4,56	-	40	14 440,00
SAIDAL	SAI	385,00	NC	0,00	-2,18	-4,00	3,64	5,45	0	0,00

ACCOMPAGNEMENT DES ARTISANS
DANS LE FINANCEMENT DE LEURS PROJETS

L’Etat réaffirme son engagement

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a réaffirmé, lundi à Alger, la volonté de l'Etat d'accompagner les artisans dans le financement de leurs projets, soulignant que l'artisanat est désormais «un composant stratégique» du système économique.

Par Réda Hadi

Lors de l'ouverture d'une journée d'étude intitulée «Mécanismes de financement des artisans: pour le soutien des activités des porteurs de projets dans le domaine de l'artisanat et des métiers», organisée en marge de la 26e édition du Salon international de l'artisanat (SIAT), et en présence de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, Mme Meddahi a affirmé que l'artisanat constitue «un composant stratégique du système économique, eu égard à sa capacité effective de créer de la valeur ajoutée, de générer des emplois et d'encourager l'esprit entrepreneurial, notamment chez les jeunes et les femmes».

Elle a également souligné «l'intérêt particulier» accordé par les autorités publiques à la valorisation de la dimension économique de l'artisanat, à travers «la promotion de la création de micro-entreprises artisanales au sein du tissu productif national et l'incitation des jeunes à s'engager dans l'activité entrepreneuriale via les différents dispositifs de soutien».

Mme Meddahi a, en outre, jugé important de voir cette journée d'étude déboucher sur «une feuille de route pratique qui consacre la coordination institutionnelle au niveau central, à travers la mise en place de mécanismes de travail concrets au niveau des wilayas».

Elle a, à cette occasion, indiqué que l'organi-

sation de telles journées est l'occasion de mettre en avant «les opportunités d'investissement prometteuses» dans le secteur de l'artisanat et des métiers et son rôle économique dans la diversification des sources de revenus nationaux, mais aussi d'exposer les différents dispositifs de soutien et de financement mis à la disposition des artisans et des porteurs de projets.

A noter que cette journée d'étude a été marquée par la signature d'une convention de coopération entre les ministères du Tourisme et de l'Artisanat et celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels, et une deuxième entre le ministère du Tourisme et les dispositifs de soutien relevant du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

Par ailleurs, la ministre a mis en avant, lors de la cérémonie d'ouverture du salon, la place stratégique de ce secteur dans la nouvelle vision économique nationale. Selon elle, «cette édition reflète l'attention particulière que l'État accorde à l'artisanat dans un contexte national marqué par le renouvellement de la vision économique adoptée par les hautes autorités du pays ». Mais c'est surtout la dimension identitaire et patrimoniale de l'artisanat que la ministre a voulu rappeler avec force. Dans une déclaration marquante, elle a souligné que «le travail de l'artisanat est bien plus qu'une simple activité économique, puisqu'il incarne l'identité culturelle et le patrimoine vivant du pays ».

Pour Mme Meddahi, l'artisanat constitue aujourd'hui un pilier majeur du développement touristique et un levier économique durable, capable de générer richesses et emplois, tout en sauvegardant les traditions locales. Cette approche globale s'inscrit dans une stratégie de modernisation et d'accompagnement des artisans à travers plusieurs dispositifs intégrés.

La ministre a ainsi mis en avant la digitalisation du secteur comme levier essentiel pour sa modernisation. Une plateforme numérique dédiée à l'artisanat a été mise en place afin de simplifier les démarches administratives, d'élargir l'accès aux formations, et de faciliter la participation des artisans aux différents salons nationaux et internationaux.

Véritable carrefour d'échanges économiques et culturels, le SIAT demeure un rendez-vous incontournable pour les créateurs, les visiteurs et les partenaires étrangers. Aujourd'hui, l'Algérie compte près de 470 000 artisans enregistrés, dont 150 000 femmes, répartis sur plus de 300 filières d'activités artisanales. Un chiffre qui illustre le dynamisme de ce domaine, désormais reconnu comme un vecteur d'emploi et de développement local, en particulier pour la jeunesse.

Le SIAT 2025 se poursuivra jusqu'à samedi prochain, offrant au public algérien et étranger un panorama exceptionnel du génie créatif national, entre patrimoine préservé et modernité assumée.

RENFORCEMENT DE LA PRÉVENTION ROUTIÈRE, ACCÉLÉRATION DE LA MODERNISATION
DES PORTS ET AÉROPORTS TRANSPORTS

Les orientations du ministre de l'intérieur et des Transports

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a donné, dimanche, des instructions et des orientations concernant des dossiers prioritaires du secteur des transports, notamment le renforcement de la prévention et de la sécurité routière, le développement du transport terrestre des voyageurs et la modernisation des ports et aéroports, indique un communiqué du ministère.

Ces instructions ont été données lors d'une réunion présidée par le ministre au siège du ministère, en présence des cadres du secteur, consacrée au suivi du déroulement de l'action ministérielle, selon la même source.

Dans ce sillage, le ministre a rappelé les directives du président de République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le projet du Code de la route modifié, appelant à leur intégration urgente dans la version modifiée, notamment en ce qui concerne l'échelle des sanctions et le système de formation dans les auto-écoles.

M. Sayoud a, en outre, insisté sur le renforcement des mécanismes de contrôle liés à la surcharge des véhicules poids lourds, à l'examen médical des conducteurs, à la surveillance de la consommation de drogues et de substances psychotropes, ainsi qu'aux procédures de recouvrement électronique des amendes résultant des infractions routières, en sus de la définition des engins et véhicules interdits de circu-

lation sur les autoroutes. Ces mesures, introduites par le président de la République dans le projet du code de la route, visent à renforcer la prévention et la sécurité sur les routes et à garantir les conditions de sécurité, a-t-il affirmé.

Quant au transport terrestre des voyageurs, le ministre a précisé que le développement de ce secteur représente "l'un des axes principaux qui nécessitent un suivi rigoureux, en raison de son impact sur la vie quotidienne des citoyens". A cet égard, il a donné plusieurs instructions en vue de remédier aux dysfonctionnements constatés sur certaines lignes de transport terrestre, en particulier dans la banlieue d'Alger, ainsi que dans certaines agglomérations et nouvelles villes à travers les wilayas du pays.

Il a appelé les responsables à renforcer la couverture par les entreprises publiques de transport urbain et suburbain, à développer le transport ferroviaire, tout en intensifiant les opérations d'inspection pour veiller au respect des horaires, des conditions d'accueil et d'hygiène.

M. Sayoud a souligné la nécessité d'un suivi rigoureux et durable du processus d'importation de nouveaux bus en vue du renouvellement du parc national de transport terrestre conformément au calendrier arrêté.

S'agissant des ports et des services portuaires, le ministre a mis en avant l'importance de l'avancement des projets de modernisation de ces infrastructures et de l'adoption de mé-

canismes modernes de chargement et de déchargement au niveau des ports pilotes, en prévision de leur généralisation.

Il a également appelé à la conclusion de partenariats avec des opérateurs internationaux et à la valorisation des expertises avancées, afin d'atteindre des niveaux professionnels, tout en encouragement la coopération institutionnelle, notamment avec les ministères de l'Environnement, des Energies renouvelables et de la Recherche scientifique, en vue d'intégrer des technologies durables et écologiques dans les ports.

Lors de la réunion, il a été procédé à la présentation de l'état d'avancement du projet de modernisation de l'aéroports d'Alger, le ministre insistant sur la nécessité de finaliser les procédures contractuelles afin d'entamer la phase de réalisation.

M. Sayoud a également suivi un exposé préliminaire des résultats des commissions d'inspection inopinées qui se sont rendues dans plusieurs wilayas du pays, portant sur les conditions du transport scolaire, l'hygiène publique et la prévention des risques liés aux intempéries.

Plusieurs instructions ont été données par le ministre à cette occasion, notamment en ce qui concerne le déroulement de ces opérations et la programmation d'une prochaine réunion consacrée à l'examen détaillé des rapports des commissions, conclut le communiqué.

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES 2025-2026

Plus de trois millions de quintaux de semences mobilisés

Par A. A.

L'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) a mis en place un dispositif conséquent pour accompagner les agriculteurs dans la campagne labours- semailles. Plus de 3 millions de quintaux de semences sont actuellement disponibles dans les coopératives, couvrant l'ensemble des zones agricoles du Nord comme du Sud du pays, a indiqué Noureddine Amrani, chef de division du développement durable à l'OAIC.

L'office a mobilisé plus de 6 millions de quintaux de semences traitées et d'engrais azotés et phosphatés afin d'accompagner cette campagne cruciale pour la production nationale.

« Nous avons veillé à anticiper les besoins des producteurs, en ouvrant huit guichets uniques dans les coopératives de céréales et de légumineuses sèches », a expliqué M. Amrani au micro d'Echourouk News.

Ces guichets permettent aux agriculteurs de déposer leurs dossiers pour obtenir des crédits agricoles et financer les opérations de labour et de semis dans les meilleurs délais.

À ce jour, environ un million de quintaux de semences ont déjà été vendus, alors que les pluies récentes ont ralenti le déplacement des agriculteurs vers les coopératives.

« Malgré ce léger retard, nous constatons un intérêt croissant des producteurs pour ces intrants, et nous sommes confiants que la totalité des semences sera mobilisée dans les prochaines semaines », a souligné le responsable.

Depuis le lancement officiel de la campagne en juillet, l'OAIC a mis en place 78 guichets uniques à travers le pays, facilitant l'accès aux semences et aux engrais pour tous les agriculteurs.

Au total, 48 coopératives participent activement à cette opération nationale.

L'objectif est clair : assurer la réussite de la campagne agricole tout en renforçant les cultures stratégiques du pays et en réduisant la dépendance aux importations.

Le même responsable a insisté sur l'importance de ces mesures pour sécuriser l'approvisionnement alimentaire et soutenir la filière céréalière : « Chaque année, nous devons anticiper les besoins et fournir aux agriculteurs tous les moyens nécessaires pour optimiser la production nationale.

La disponibilité précoce des semences et la facilitation de l'accès aux crédits sont des facteurs essentiels pour atteindre nos objectifs ».

L'initiative s'inscrit dans une politique globale de développement durable du secteur agricole, visant à moderniser les pratiques de production, améliorer la productivité et renforcer l'autonomie alimentaire du pays.

Avec ces mesures, l'Algérie se donne les moyens de réussir sa campagne « labours-semailles » et d'assurer un approvisionnement stable en céréales pour l'ensemble de la population.

GUELMA

Lancement prochain des travaux de raccordement progressif au réseau de gaz de 50 mechtas et localités reculées

Les travaux de raccordement progressif au réseau de gaz naturel de 50 mechtas et localités reculées de plusieurs communes de la wilaya de Guelma seront "prochainement" lancés, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. La responsable de cette cellule, Ryma Madhoui, a précisé à l'APS que ces opérations rentrent dans le cadre du programme complémentaire pour les années 2025 et 2026 supervisé par la direction de l'énergie et des mines. Les opérations du programme inscrite pour 2025 débuteront "avant la fin de l'année en cours" et porteront sur la réalisation d'un réseau de 96 km de canalisations pour desservir 964 foyers de 18 agglomérations reculées et mechtas de 11 communes, a précisé la même source. La tranche 2026 de ce même programme prévoit le raccordement au réseau de gaz de 32 mechtas de 17 communes de la wilaya, selon la même source qui a précisé que la phase d'inspection des sites à raccorder au titre de cette tranche a été terminée et les préparatifs ont été entamés pour lancer les études techniques puis les procédures administratives précédant l'engagement des travaux au cours des premiers mois de 2026.

TABLAT (MEDEA)

Intégration d'une superficie de cinq cent hectares dans le tissu à urbaniser

Une superficie de près de cinq cent hectares a été intégrée au tissu à urbaniser dans la commune de Tablat, nord-est de Médéa, à la faveur de la révision de son plan directeur d'aménagement urbain (PDAU), examiné et approuvé, dimanche, lors de la 3e session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya (APW). "L'extension du tissu à urbaniser permettra de transcender le problème de la rareté du foncier dans cette commune située en zone montagneuse dont l'essentiel des terrains est privé", a expliqué le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de l'urbanisme (DUAC), Rachid Seghir, au cours de cette session. "L'intégration de ces quatre cent hectares va contribuer à disposer d'assiettes foncières devant servir à abriter des projets d'habitats, d'infrastructures éducatives, sanitaires ou encore des projets d'équipements pour accompagner l'évolution démographique dans cette commune", a-t-il estimé. Une partie de cette superficie sera réservée à l'aménagement d'un nouveau pôle urbain appelé à accueillir des logements et toute l'infrastructure d'accompagnement dont auront besoin les futurs résidents, a encore précisé le directeur. La révision du PDAU de la commune de Tablat est en mesure de "résoudre la problématique du manque de foncier sur lequel butait de développement urbanistique de cette commune et rendre facile la programmation des projets", a conclu le DUAC.

ANNABA

Plus de 2.000 dossiers examinés dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier agricole

Plus de 2.000 dossiers ont été examinés à Annaba dans le cadre de la vaste opération d'assainissement du foncier agricole supervisée par la direction de wilaya des services agricoles et plus de 600 dossiers ont été à ce jour régularisés, a indiqué dimanche la responsable locale du secteur.

Dans une déclaration à l'APS, Mme Amira Chenaz Zaïdi a inscrit l'opération dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté interministériel du 29 novembre 2022 relatif à la régularisation du foncier et le recouvrement des terres inexploitées, assurant que "les efforts sont poursuivis à rythme soutenu pour parachever l'étude des autres dossiers dans les délais, en application des recommandations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de clore impérativement ce dossier d'une manière définitive avant le 31 décembre 2025". La direction a installé une cellule spéciale pour étudier les dossiers en suspens en coordination avec la commission de wilaya spécialisée pour hâter et simplifier les procédures administratives, selon la même source qui a relevé que l'opération est menée selon une approche participative associant les différents acteurs, dont le service des domaines de l'Etat, l'Office national des terres agricoles et les autorités locales et sécuritaires pour assurer la



transparence et la rigueur dans l'étude des dossiers. La même source a fait état de 662 cas en suspens pour cause de problématiques juridiques ou techniques qui sont à l'étude pour être régularisés dans les meilleurs délais possibles, assurant que le but de l'opération est de placer le foncier agricole à la disposition de véritables investisseurs capables d'engager des projets

agricoles productifs qui renforcent la sécurité alimentaire nationale et génèrent une dynamique économique locale apte à absorber le chômage et favoriser le développement rural. Ces efforts concordent avec le plan national d'actualisation de la carte foncière agricole chapeauté par le ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, a affirmé la même source.

MILA

Lancement des travaux de renforcement de tronçons des RN 5 et 79

Des travaux de renforcement de plusieurs tronçons des routes nationales RN-5 et RN-79 ont été lancés sur le territoire de la wilaya de Mila, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale des travaux publics. Le chef du service d'entretien et d'exploitation des routes de cette direction, Mohamed Seghir Boukrira, a indiqué à l'APS que ces travaux entamés depuis quelques jours portent sur

la consolidation du corps de la chaussée et l'entretien des ouvrages d'art et ouvrages de drainage des eaux pluviales sur 8 km en plusieurs endroits de la RN-5 entre Chelghoum Laïd et les limites administratives de la wilaya de Constantine. Sur la RN-79, des travaux seront menés sur le tronçon mitoyen à l'université Abdelhafid Boussof pour le traitement du glissement du terrain et la consolidation du corps de la

chaussée sur une distance d'un kilomètre. Ces travaux inscrits dans le programme d'entretien et de renforcement des routes nationales de l'exercice 2025 mobilisent une enveloppe financière de 430 millions DA dont 310 millions DA pour la RN-5 avec un délai de réalisation de 5 mois et le reste pour la RN-79 avec un délai de réalisation de deux mois, selon la même source.

Depuis le début de l'année en cours, il a été procédé au renforcement de la RN-100 sur 1,2 km dans la commune de Teleghma et de la RN-5A sur 0,4 km dans la commune d'Oued Athmania, a rappelé la même source. Les travaux se poursuivent en outre dans la commune de Ferdjiousa pour consolider 5 km de la RN-77, a-t-on indiqué.

SOUK AHRAS

Mise en service d'une nouvelle salle de soins dans la commune de Sedrata

Le secteur de la santé a été récemment renforcé, dans la wilaya de Souk Ahras, par l'ouverture et la mise en service d'une nouvelle salle de soins dans la commune de Sedrata, afin d'améliorer la couverture sanitaire et de rapprocher les services de santé des citoyens, a indiqué, dimanche, le directeur de la santé, le Dr Khemissi Goudjili. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette nouvelle structure constitue un "apport qualitatif" au secteur de la santé de la wilaya en raison, notamment, de son équipement adéquat et de l'affectation d'un personnel médical et paramédical qualifié.

Une salle de soins flambant neuf qui améliorera la qualité des prestations sanitaires offertes aux citoyens de la commune de Sedrata, considérée comme la deuxième plus grande agglomération de la wilaya, selon M. Goudjili qui a ajouté que la réalisation de cette structure de santé, baptisée du nom du Martyr Amar Fercha Bensebti dans le cadre du 71ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération, a nécessité un budget de 340 millions de dinars, "reflétant par-là même les efforts de l'Etat visant à renforcer la couverture sanitaire et à améliorer les conditions de prise en charge des patients". Le même responsable a également indi-

qué que des travaux de rénovation et de réhabilitation de trois (3) autres salles de soins sont actuellement en cours dans les communes de Souk Ahras, de Sedrata et de Merahna, soulignant qu'un projet de construction d'une polyclinique à la cité Mezroud-Ahmed, à Souk Ahras, a "récemment" été lancé. Il s'agit-là, selon le même responsable, de projets "à même d'améliorer la qualité des services de santé et à renforcer la couverture sanitaire dans les différentes communes de la wilaya, garantissant ainsi une meilleure prise en charge des citoyens dans le cadre des efforts de l'Etat pour développer le système de santé et assurer l'équité dans la fourniture des services".

Zohran Mamdani face à l’establishment

Sur le point de remporter les élections municipales à New York, Zohran Mamdani émerge comme figure radicale et « socialiste ». Durant sa campagne, il a dû affronter de violents tirs de barrage issus du Parti républicain et de l’establishment démocrate.

1^{ère} partie

Par Peter Dreier,
traduction Alexandra Knez

Outre des critiques libérales sur son programme économique, il a dû essuyer les infamantes accusations en antisémitisme traditionnellement dirigées contre les candidats propalestiniens. Mais les véritables défis sont encore à venir : à la tête de la ville, il devra passer maître dans l’art du compromis, au niveau du Conseil municipal et de l’Etat de New York (à qui reviennent une partie des décisions budgétaires). Un précédent pourrait inspirer son action : celui de Fiorello La Guardia, maire de New York durant le New Deal (1933-1945), qui avait fait de la ville un avant-poste réformateur. Zohran Mamdani a marqué les esprits avec une campagne électorale dynamique, mobilisant massivement les électeurs, en particulier les plus jeunes. À trente-trois ans, ce membre de l’Assemblée de l’État du Queens et figure du courant socialiste démocrate a créé la surprise en remportant la primaire démocrate du 24 juin face à l’ancien gouverneur Andrew Cuomo [Zohran Mamdani est membre du mouvement Democrat Socialists of America, NDLR]. Loin d’abandonner la course malgré sa défaite aux primaires démocrates, celui-ci s’est présenté comme indépendant. Les défis auxquels il a fait face durant sa campagne ont été nombreux. Ceux qui l’attendent comme maire le sont plus encore.

Avant Zohran Mamdani, Fiorello la guardia

Zohran Mamdani devra d’abord affronter une opposition farouche de puissants secteurs économiques, notamment Wall Street, l’industrie immobilière et les géants de la tech. Son programme mêle à la fois des idées très pragmatiques et des mesures avant-gardistes. Parmi ses propositions-phares : le gel des loyers dans les logements à loyer contrôlé (dans lesquels vivent 2,4 millions de New-Yorkais), la gratuité des bus, la création d’épiceries municipales et une hausse des impôts ciblant les résidents et entreprises les plus fortunés. Des figures du monde des affaires l’ont déjà qualifié d’anti-business et menacent de quitter la ville si son projet venait à se concrétiser. Depuis la fin du XIXe siècle jusqu’à l’ère du New Deal, les villes américaines ont été le théâtre d’un progressisme audacieux, né en réaction à l’emprise croissante des robber barons. L’expérience du républicain Fiorello La Guardia peut servir de point de réflexion [dans l’Amérique du début des années 1930, le Parti républicain n’est pas encore nettement celui des classes supérieures et le Parti démocrate n’est pas encore celui des classes populaires NDLR]. À la tête de New York pendant

trois mandats, de 1933 à 1945, en pleine Grande Dépression et Seconde Guerre mondiale, La Guardia a su imposer une gouvernance intègre, efficace et résolument progressiste. Son action a profondément marqué la ville, en redonnant espoir et en améliorant les conditions de vie de sa classe ouvrière. Sur la scène nationale, il s’est imposé comme un réformateur indépendant. Malgré cela, Fiorello La Guardia a longtemps été la cible des milieux d’affaires, qui le décrivaient comme un idéologue déconnecté des réalités. Alors qu’il présidait le conseil municipal, il proposait que la ville anticipe les tempêtes hivernales en achetant du matériel de déneigement – une mesure de bon sens, selon lui. Le contrôleur municipal Charles Craig la qualifia pourtant de « radicale et socialiste ». Républicain collaborant étroitement avec les démocrates, La Guardia s’est imposé comme l’un des maires les plus emblématiques de New York. Mais ses idées audacieuses, bien que pragmatiques, ont continué à susciter l’hostilité des conservateurs. Un jour, dans les colonnes du New York Times, il s’est insurgé contre les étiquettes trop vite apposées à ceux qui remettent en question le statu quo : « Dès que l’on soulève une objection à l’ordre établi, on vous classe comme réformateur ou radical. J’ai eu l’honneur d’être qualifié de radical. Pourquoi ? Parce que je me suis toujours opposé à ce que je jugeais injuste et dangereux. » Fidèle à ses convictions, il ajoutait sans détour : « Si combattre les injustices en place fait de moi un radical, alors j’accepte ce titre sans réserve. »

Conflits redistributifs

Deux époques, mais une rhétorique similaire du côté de l’establishment. En 2012, syndicats et travailleurs à bas revenus ont lancé une campagne pour faire passer le salaire minimum de 9 à 15 dollars en l’espace de trois ans. À l’époque, les lobbies patronaux ont tiré la sonnette d’alarme, prédisant un effondrement de l’économie new-yorkaise. Mises en garde largement infondées : les New-Yorkais ont injecté leurs revenus supplémentaires dans les commerces locaux, dynamisant ainsi l’activité économique. Aujourd’hui, le salaire minimum s’élève à 16,50 dollars, soit un niveau encore en deçà de celui pratiqué dans plusieurs grandes métropoles. Zohran Mamdani propose de le porter progressivement à 30 dollars d’ici 2030. Le slogan de campagne de Zohran Mamdani, « Une ville que tout le monde peut se permettre », résonne auprès des électeurs new-yorkais, sensibles à sa volonté de s’attaquer aux inégalités et à la flambée du coût de la vie. Une analyse menée par James Parrott, directeur des politiques économiques et fiscales au New School Center for New York City Affairs, révèle que la part du revenu total détenue par le 1 % des New-Yorkais les plus fortunés est passée de 12 % en 1980 à 36 % en 2022. Le

loyer médian d’un appartement deux pièces dans la ville atteint aujourd’hui près de 5 500 dollars par mois. Zohran Mamdani devra affronter une élite économique new-yorkaise souvent inflexible et peu encline au changement. Parviendra-t-il à convaincre certains de ses membres que les niveaux actuels d’inégalités sont devenus intenable ? Il pourrait y parvenir en adoptant un langage qui parle à leurs intérêts : celui de la « prospérité partagée », bénéfique pour l’ensemble de la ville car elle stimule la consommation, renforce le tissu social et offre une alternative à la gentrification galopante. En redéfinissant ce que signifie un « climat d’affaires sain », un cadre où la richesse est distribuée plus équitablement permettant aux familles de sortir de la précarité, Mamdani pourrait rallier des soutiens inattendus. Cela implique de garantir à tous un accès abordable au logement, aux soins de santé, à l’alimentation, à la garde d’enfants et aux transports publics. Il pourrait entamer son mandat en sollicitant le soutien public de plusieurs figures influentes du monde des affaires new-yorkais contre l’envoi de forces fédérales par Donald Trump, accusées d’interpeller arbitrairement des immigrants.

« Gouverner sainement »

Zohran Mamdani tente de reprendre à son compte le principe du « bon gouvernement », profondément ancré dans l’histoire municipale américaine. Depuis la fin du XIXe siècle jusqu’à l’ère du New Deal, les villes ont été le théâtre d’un progressisme audacieux, né en réaction à l’emprise croissante des robber barons [qualificatif désignant les grandes fortunes propriétaires de monopoles dans le secteur du pétrole ou de la banque au début du XXe siècle NDLR]. Face à eux, une coalition hétéroclite s’est formée : syndicalistes, philanthropes issus des élites, réformateurs de la classe moyenne ont uni leurs forces pour améliorer les conditions de vie et de travail dans des métropoles en pleine expansion. Les figures politiques issues de cette coalition – parmi lesquelles les maires Tom Johnson (Cleveland, 1901-1909) et Samuel « Golden Rule » Jones (Toledo, 1897-1904) – ont mené des réformes ambitieuses pour transformer la vie urbaine. Leur action visait à sécuriser les usines et les logements, renforcer la santé publique et les réseaux de transport, étendre les espaces verts et les aires de jeux, encadrer les tarifs de l’électricité et de l’eau, et développer des services municipaux accessibles. Ils ont également instauré une fiscalité plus équitable en ciblant les grands propriétaires et œuvré pour que les travailleurs disposent d’une voix plus influente dans les affaires de la ville. Par le biais d’organisations telles que la Conférence des maires des États-Unis et la Ligue nationale des villes, ces élus lo-

caux peuvent faire pression sur le Congrès. Par la suite, plusieurs maires progressistes – parmi eux Fiorello La Guardia, Daniel Hoan à Milwaukee (1916-1940), Jasper McLevy à Bridgeport (1933-1957), Harold Washington à Chicago (1983-1987) et Ray Flynn à Boston (1984-1993) – ont pris fait et cause pour les travailleurs lors des conflits syndicaux, et se sont engagés aux côtés des communautés locales dans leur résistance face aux puissances commerciales et aux promoteurs immobiliers. Zohran Mamdani n’ignore rien de cette tradition politique. L’an dernier, lors d’un entretien avec Brian Lehrer sur les ondes de WNYC, il a évoqué les succès des socialistes municipaux qui ont gouverné Milwaukee et bien d’autres villes. En 1912, près de 1 200 socialistes occupaient des fonctions publiques dans quelque 340 municipalités à travers le pays. Comme Mamdani l’a souligné, on les surnommait parfois les « socialistes des égouts » – non pas par dérision, mais parce qu’ils se consacraient à des projets concrets : parcs, logements, écoles, infrastructures de traitement des déchets et autres équipements essentiels à la vie quotidienne des classes populaires. Ces électeurs, reconnaissants, les ont réélus sans relâche entre 1910 et 1960. Ces élus se distinguaient aussi par leur gestion exemplaire, à l’abri des scandales et de la corruption. À l’image des socialistes de Milwaukee et de La Guardia, Zohran Mamdani devra prouver sa capacité à diriger une administration municipale rigoureuse et efficace. L’un de ses défis majeurs sera de garantir le bon fonctionnement des services publics essentiels, ce que l’on pourrait appeler les tâches d’« entretien civique ». Comme le soulignait La Guardia : « Il n’existe pas de manière républicaine, démocratique ou socialiste de nettoyer une rue ou de construire un égout, il n’y a que la bonne façon et la mauvaise. » Zohran Mamdani est pleinement conscient de l’importance de s’entourer de conseillers et de responsables aguerris, dotés d’une solide expérience en administration municipale, en gestion étatique, notamment pour faciliter les relations avec Albany – la capitale de l’Etat de New York, qui gère une partie du budget municipal -, mais aussi dans les domaines du monde des affaires, des syndicats, de l’engagement communautaire et du secteur associatif. Nombre de New-Yorkais espèrent qu’il nommera Brad Lander, actuel contrôleur municipal et troisième lors des primaires, au poste de premier adjoint au maire. Leur collaboration durant la campagne, marquée par des soutiens mutuels et des apparitions communes rend cette nomination tout à fait plausible. *Article originellement publié par notre partenaire Jacobin sous le titre « How Zohran Mamdani Can Succeed as Mayor », traduit et édité pour LVSL.* Source : Lvsl.fr Publié le 03 novembre 2025

ARABIE SAOUDITE
**Une nouvelle loi
met sur un pied
d'égalité
entreprises
étrangères et
locales**

En vertu de la nouvelle loi, les investisseurs locaux et étrangers seront soumis aux mêmes exigences en matière d'approbation sectorielle pour les licences et l'enregistrement. (Shutterstock)

Selon Sovereign Saudi Arabia, la nouvelle loi saoudienne sur l'investissement devrait permettre d'augmenter les activités internationales de 50%, car elle traite de la même manière les investissements locaux et étrangers, supprimant ainsi tout avantage commercial accordé auparavant aux entreprises saoudiennes.

«En appliquant légalement le principe de la neutralité concurrentielle aux investisseurs publics et privés, toutes les barrières commerciales à l'entrée sont supprimées», explique Paul Arnold, directeur général de Sovereign Saudi Arabia.

Le prestataire de services généraux aide les sociétés à s'implanter dans le Royaume tout en attirant les investissements directs étrangers (IDE). M. Arnold estime que la nouvelle loi sur l'investissement devrait accroître l'attrait des affaires dans le Royaume, car elle accordera aux investisseurs étrangers la liberté de gérer, vendre et céder leurs projets économiques.

«Que vous cherchiez à étendre la présence de votre entreprise ou à lancer votre marque pour la première fois si vous avez un contrat en main, il n'y a jamais eu de meilleur moment pour entrer et investir sur le marché saoudien», affirme-t-il.

Les entreprises seront en mesure de posséder toutes les propriétés nécessaires pour assurer le bon déroulement des opérations commerciales tout en leur permettant de conclure des contrats commerciaux avec le soutien total de toutes les autorités compétentes, ajoute M. Arnold.

En vertu de la nouvelle loi, les investisseurs locaux et étrangers seront soumis aux mêmes exigences en matière d'approbation sectorielle pour les licences et l'enregistrement, ainsi que pour les approbations ou permis requis pour certaines activités économiques ou zones économiques spéciales.

Sovereign précise également que la nouvelle loi sur l'investissement pourrait stimuler le produit intérieur brut (PIB) du pays. En effet, plus de 936 millions de dollars (1 dollar = 0,93 euro) de fonds ont récemment été annoncés lors de l'édition 2022 du Congrès mondial de l'entrepreneuriat afin de faciliter l'accès des entreprises internationales aux marchés saoudiens.

Alors que les données officielles de la Banque mondiale prévoyaient que le PIB du pays atteindrait 820 milliards de dollars d'ici à la fin de 2022, Sovereign s'attend à ce que la nouvelle politique aide l'Arabie saoudite à dépasser cette prévision, car l'activité commerciale devrait augmenter considérablement dans le pays.

EGYPTE

Frigoglass veut renforcer son poids dans la chaîne de froid des boissons

Pays le plus peuplé d'Afrique du Nord, l'Égypte s'impose aussi comme le principal marché pour les boissons gazeuses dans la région. La croissance de la demande pour cette catégorie de produits est un effet levier pour le développement des secteurs d'activité connexes comme la chaîne du froid.

Frigoglass, le fabricant grec de solutions de réfrigération commerciale, veut porter sa production de réfrigérateurs de boissons en Égypte à 100 000 unités par an. C'est ce qu'a déclaré Serge Joris, directeur général de l'entreprise, qui se confiait à Bloomberg le 3 novembre dernier. Selon le responsable, cet objectif, s'il est atteint, permettra à l'entreprise de capter environ 30 % de part de marché des réfrigérateurs de boissons dans les pays d'Afrique du Nord et du moyen orient (MENA) d'ici 2028. « L'Égypte est un nouveau marché pour Frigoglass et représente une étape stratégique pour notre expansion au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », explique M. Joris.

C'est en juin dernier que l'entreprise a lancé une ligne de fabrication au Caire dans le cadre d'un partenariat conclu avec le fabricant égyptien d'appareils électroménagers Fresh SAE. Depuis le début de l'année 2025, Frigoglass revendique la livraison de près de 10 000 réfrigérateurs sur le marché égyptien. La décision du groupe d'accélérer sur sa production suggère aussi une volonté de capitaliser sur l'expansion du marché des boissons en Égypte.

En effet, Frigoglass fournit de nombreuses multinationales qui sont actives dans le pays, telles que Coca-Cola HBC et Heineken NV, en réfrigérateurs pour alimenter leurs chaînes de distribution. Les

projections formulées par Statista indiquent par exemple que la taille du marché égyptien des boissons gazeuses atteindra 12,7 milliards \$ d'ici la fin de l'année 2025 et devrait afficher une croissance moyenne de 17,44 % par an jusqu'en 2030, tirée par les ventes à domicile.

En outre Frigoglass peut également saisir d'autres opportunités sur le marché de la chaîne du froid. Selon la société américaine BCC Research LLC, spécialisée dans la publication d'études de marché sectorielles, la taille du marché de la chaîne du froid au Moyen-Orient et en Afrique du Nord devrait croître en moyenne de 8,8 % par an pour atteindre 41,1 milliards \$ sur la période 2025–2030.

TUNISIE

14 tonnes d'aliments avariés saisies en une semaine !

La lutte contre la fraude alimentaire continue de s'intensifier.

Au cours de la première semaine du mois de novembre, l'Instance nationale de la sécurité sanitaire des produits alimentaires a annoncé avoir saisi plus de 14 tonnes et 690 litres de denrées alimentaires avariées ou non conformes dans plusieurs gouvernorats du pays, à l'issue d'opérations de contrôle ciblant des unités de fabrication, des dépôts de stockage et des points de vente. Des dépassements graves portant atteinte directement à la santé du consommateur ont été constatés, souligne l'Instance dans un communiqué publié dimanche.

À Sfax, l'équipe centrale a mis la main sur 4,24 tonnes de cacao et 7,2 tonnes d'huiles végétales (graisses) périmées. Les contrôleurs ont découvert une tentative de

dissimulation et de falsification : les étiquettes et les informations d'origine étaient retirées et les dates de péremption modifiées afin de tromper le consommateur. Le stock a été saisi et les procédures légales engagées avec le parquet.

Toujours dans la même région, les équipes régionales ont procédé à la saisie de 430 kg de pommes de terre dans un local clandestin de préparation de frites, ainsi que 60 kg d'amandes et 25 kg de cacao infesté par des insectes, des quantités immédiatement vouées à la destruction.

À Nabeul, une opération conjointe avec la Garde nationale a permis de saisir 95 litres d'huile végétale périmée, conservée dans des conditions déplorables, au milieu d'humidité, de saletés et de traces de rongeurs.

Dans le gouvernorat du Kef, 884 kg

d'oignons pourris, 30 kg de dattes avariées, 50 kg d'harissa frite conservée dans un milieu insalubre, 25 kg de lin périmé, ainsi que 186 bouteilles de boissons gazeuses contenant le colorant E102 et 156 pots de yaourt stockés hors chaîne de froid et de provenance inconnue ont été saisies. Une autorisation d'élimination a été obtenue.

À Bizerte, 725 kg de poulets abattus clandestinement et 40 kg de foies et de cœurs ont été interceptés dans un local non autorisé.

Dans le gouvernorat de Kairouan, les contrôleurs, appuyés par la police municipale, ont saisi 300 litres de lait et de "rayeb" ainsi que 30 kg de smen d'origine inconnue, conservés dans des conditions impropres, dégageant de fortes odeurs. S'ajoutent 100 kg de piment rouge séché exposé à la poussière et aux déjections de rongeurs, 109

kg de viande rouge, 56 kg de viande blanche et la fermeture de trois snacks non conformes aux règles sanitaires.

À Manouba enfin, la découverte d'un abattoir clandestin ne respectant aucun critère d'hygiène a conduit à la saisie de 299 volailles vivantes et 265 volailles déjà abattues. Des mesures légales ont été prises à l'encontre des contrevenants.

Face à l'ampleur de ces pratiques illicites, l'Instance nationale de la sécurité sanitaire des produits alimentaires appelle une nouvelle fois les citoyens à la prudence et à éviter l'achat de produits dont la provenance est douteuse. Elle assure qu'elle poursuivra ses campagnes de contrôle dans toutes les régions du pays, afin de protéger la santé du consommateur et garantir la qualité des produits mis en vente.

LA FERME PILOTE DE N'BEIKET LAHWACHE (MAURITANIE)

Une expérience réussie dans le domaine fourrager

La ferme pilote N'beiket Lahwache s'étend sur une superficie de 240 ha dont 120 sont actuellement cultivés à l'aide d'une technique d'irrigation pivotante utilisant 6 pivots. Chacun d'entre eux couvre une superficie de 20 hectares.

La ferme connaît un engouement croissant de la part des éleveurs de la wilaya qui veulent s'approvisionner en fourrage vert pour leur bétail.

La ferme exploitée par la « Mauritanienne des Produits Animaux » a débuté en janvier 2024. Elle dispose actuellement de machines agricoles, notamment des tracteurs et des presses, ainsi que d'une unité de production d'aliments concentrés.

Le responsable du projet, l'ingénieur Mohamed Ould Abdi, a indiqué, dans un entretien accordé à l'AMI, que la ferme appartenant à l'État a pour mission de soutenir et d'approvisionner les fermes laitières de la société à Timbédra et Nema en leur fournissant des aliments complets, tout en investissant, en tant qu'entreprise

commerciale, dans des projets à haut rendement. Il a ajouté que l'un des principaux objectifs du projet était de promouvoir la culture fourragère et de démontrer qu'elle peut être rentable et qu'elle peut remplacer les aliments à bétail importés.

Le responsable du projet a indiqué que la ferme a connu un engouement important de la part des éleveurs de la wilaya, qui ont, en 2024, année marquée par une grave sécheresse, acheté du fourrage vert après l'avoir essayé et constaté sa valeur nutritive et son effet positif sur le bétail.

L'ingénieur Mohamed Ould Abdi a noté que la ferme utilise plusieurs types des deux espèces fourragères les plus courantes, à savoir les légumineuses telles que les pois chiches, les fèves et les arachides fourragères, et les graminées telles que le panic et l'alfafa.

Les graminées jouent, selon lui, un rôle important dans l'engraissement du bétail, tandis que les légumineuses, riches en vitamines, favorisent la production de lait

grâce à leur composition riche en éléments nutritifs. La production saisonnière des espèces Marfa et Panicum, a-t-il dit, varie entre 40 et 50 tonnes par hectare, tandis que celle du fétuque atteint 8 tonnes par hectare. De leur côté, Plusieurs éleveurs ont exprimé leur satisfaction à l'égard du projet et ont demandé que l'expérience soit étendue et généralisée.

De ces éleveurs, M. Jidou Ould Mohamed Ould El Fadel a déclaré à l'AMI, au moment où il se trouvait à la ferme pour acheter du fourrage, qu'il venait de Walata pour s'approvisionner en fourrage, après l'avoir testé et s'être assuré de ses grands avantages pour le bétail.

Il a affirmé qu'il avait sauvé son bétail d'une mort certaine pendant la période de sécheresse difficile qu'il a traversé l'année dernière.

M. Jidou Ould Mohamed Ould El Fadel a appelé à généraliser cette expérience qu'il a qualifié de salutaire afin que d'autres wilayas puissent en bénéficier.

APRÈS UNE DEMANDE RECORD DE 13 MILLIARDS

Le Nigeria lève 2,35 milliards \$ sur le marché des eurobonds

Abuja confirme ainsi l'attrait retrouvé de son économie auprès des investisseurs, malgré les tensions géopolitiques et la volatilité du naira. Cette incursion sur les marchés offre une bouffée d'oxygène à la stratégie budgétaire du président Tinubu, engagé dans des réformes monétaires et fiscales jugées risquées mais désormais validées par le marché.

Le Nigeria a levé, 2,35 milliards de dollars sur le marché international via une émission d'eurobonds, après avoir suscité une demande record de 13 milliards de dollars, a annoncé le Bureau de gestion de la dette (DMO). Il s'agit de la plus forte souscription jamais enregistrée par le pays. Selon le DMO, cette opération marque la première sortie d'envergure du Nigeria sur le marché des euro-obligations depuis celle de décembre 2024, où le pays avait levé environ 2,2 milliards \$, après une pause de près de trois ans. L'émission, sursouscrite à hauteur de 477 %, intervient malgré les tensions géopolitiques et les récentes menaces

américaines d'action militaire. L'opération s'est décomposée en deux tranches : une obligation à 10 ans d'un montant de 1,25 milliard de dollars à un rendement de 8,63 %, et une autre à 20 ans de 1,10 milliard à 9,13 %. Les titres seront cotés à la Bourse de Londres, au FMDQ Securities Exchange et au Nigerian Exchange (NGX). Le DMO a précisé que les fonds levés serviront à financer le déficit budgétaire de 2025 et d'autres besoins du gouvernement. L'opération a été pilotée par Citigroup, J.P. Morgan, Goldman Sachs, Standard Chartered et Chapel Hill Denham. Le président Bola Tinubu a salué « un vote

de confiance des marchés mondiaux dans notre trajectoire de réforme et de croissance ». Le ministre des Finances, Wale Edun, a ajouté que ce succès « confirme la crédibilité du Nigeria sur les marchés internationaux et sa capacité à mobiliser des ressources à long terme ». Le retour du Nigeria sur le marché des euro-obligations s'inscrit dans une stratégie de diversification des sources de financement et de soutien à la stabilité macroéconomique, après la dépréciation du naira et la suppression des subventions sur le carburant plus tôt cette année, saluées par les investisseurs.

BURKINA FASO

Baisse de 14 % du prix plancher du kilogramme de sésame en 2025/2026

Le Burkina Faso est le 4ème producteur africain de sésame après le Soudan, le Nigeria et la Tanzanie. Dans le pays, la graine oléagineuse s'impose aussi comme l'un des principaux produits agricoles d'exportation avec le coton et l'anacarde. Au Burkina Faso, le kilogramme de sésame s'échangera à un prix plancher de 535 francs CFA pour le compte de la campagne de commercialisation de 2025/2026, qui a officiellement été lancée le samedi 8 novembre dernier. L'annonce a été faite dans un communiqué publié sur le site du Conseil burkinabè des filières agropastorales et halieutiques. Ce tarif annoncé affiche une baisse de 14,4 % par rapport à celui qui était en vigueur au cours de la campagne précédente (635

francs CFA). « Ce prix décidé après une analyse des tendances du marché, a pour objectif de protéger les producteurs contre les fluctuations du marché et de garantir un revenu minimum », souligne le communiqué pour expliquer cette révision à la baisse du prix plancher. Déjà en juin dernier, la société européenne Commodity Board Europe GmbH, spécialisée dans les analyses sur les marchés des matières premières agricoles, soulignait une saturation du marché mondial du sésame en 2025. Saturation due à un surplus d'offre lié à la croissance de la production dans plusieurs pays africains, ce qui maintient les prix à la baisse sur le marché international. Dans son dernier bulletin sur le marché de l'oléagineux publié le

31 octobre 2025, le service indépendant de conseil commercial N'kalo explique notamment que la demande chinoise qui est le moteur principal du commerce mondial du sésame, est actuellement faible et que cela pèse fortement sur les prix internationaux. « Sans signe d'une reprise à court terme de la demande sur le marché chinois, la tendance baissière des prix sur le marché international devrait se poursuivre dans les semaines à venir. Certaines cotations pour le sésame blanc ouest-africain sont déjà en dessous de 1 000 \$/tonne FOB, en baisse de 300 \$/tonne (170 FCFA/kg) par rapport à l'année dernière à la même période », peut-on lire dans ce rapport. En ce qui concerne les perspectives de récolte, les autorités sont

optimistes. « La campagne 2025-2026 offre des perspectives prometteuses pour les producteurs et tous les acteurs de la chaîne de valeur », souligne le communiqué. Si aucune estimation n'est encore faite, il faut noter que la filière burkinabè est sur une pente ascendante depuis quelques années. Les données compilées par l'Agence de Promotion des Exportations (APEX) montrent en effet que la récolte de sésame a grimpé de 32,56 %, passant de 186 449 tonnes en 2021 à 247 157 tonnes en 2023. Selon l'Institut national de la statistique (INS), le pays des Hommes intègres a exporté près de 50 000 tonnes de graines de sésame en 2024, générant 43,1 milliards de francs CFA (76 millions \$).

AFRIQUE DU SUD

L'industrie sucrière alerte sur la hausse des importations à bas prix

L'Afrique du Sud est le second plus important producteur africain de sucre derrière l'Égypte. Dans le pays, l'industrie est confrontée à plusieurs vents contraires allant de la concurrence internationale à la taxe sur les boissons sucrées. En Afrique du Sud, l'Association des producteurs de canne à sucre (SA Canegrowers) est vent debout contre la recrudescence des importations de sucre depuis le début de cette année. Dans un communiqué publié le mardi 4 novembre dernier, le groupement estime que les achats de la denrée ont atteint 149 099 tonnes entre janvier et août contre seulement 35 730 tonnes sur la même période en 2024, soit un volume multiplié par 4. D'après l'association, cet afflux de marchandises à bas prix principalement en provenance du Brésil (premier producteur et exportateur mondial) a des effets délétères sur la compétitivité des industriels locaux. Selon les estimations, le volume de sucre local

vendu sur le marché intérieur a chuté de 100 000 tonnes par rapport à l'année dernière sur les 8 premiers mois de 2025 menaçant l'ensemble des acteurs de la filière. « Pour chaque tonne de sucre importé vendue dans le pays, la filière locale perd environ 7 600 rands, soit plus de 760 millions de rands au total en raison de la chute des ventes locales », ajoute-t-elle. Et si dans le pays, il existe un mécanisme permettant d'imposer un tarif douanier sur le sucre importé dès qu'il dépasse une valeur minimale, l'association estime que cela reste encore largement insuffisant. « Des pays comme le Brésil et l'Inde soutiennent fortement leur industrie sucrière, y compris à l'exportation, ce qui conduit à des prix artificiellement bas. Des importateurs opportunistes profitent de cette situation pour vendre ce sucre en Afrique du Sud à des prix comparables à ceux du sucre local, réalisant ainsi d'importants profits sans bénéfice pour les consommateurs », dénonce l'organisation qui a lancé sur son site web la campagne (« Home Sweet Home ») pour inviter la population à privilégier le sucre produit localement. En dehors du renforcement des mesures de protection de l'industrie locale, SA Canegrowers appelle aussi les autorités à supprimer la taxe sur le sucre en vigueur depuis le 1er avril 2018 à l'origine également, selon l'organisation de la perte d'emplois. Plus globalement, l'alerte de l'association intervient alors que le temps presse pour la réalisation des objectifs du Plan de relance de l'industrie (South African Sugar Value Chain Master Plan). Tandis que ce mois de novembre marquera les 5 ans, de la signature officielle de ladite feuille de route qui s'étend jusqu'en 2030, les observateurs estiment que ces difficultés structurelles plombent la réalisation de plusieurs objectifs comme l'augmentation de l'offre de sucre et les investissements dans les produits dérivés comme les biocombustibles.

RDC

Frico Agri envisage développer la filière pomme de terre via des firmes néerlandaises

Dans le but de soutenir sa croissance, l'entreprise congolaise Frico Agri, fondée en 2019, opte pour des partenariats stratégiques, en l'occurrence avec des firmes du Vieux Continent. La société congolaise Frico Agri, spécialisée dans la production de frites surgelées à partir de pommes de terre locales, a conclu trois protocoles d'accord avec des entreprises néerlandaises (Delphy B.V., Go&Grow Farm Solutions et Agrico B.V.) en vue de promouvoir le développement de la filière pomme de terre en République démocratique du Congo (RDC). Ces intentions de collaboration ont été formalisées lors d'une mission conduite aux Pays-Bas, du 13 au 30 octobre 2025, par Jean Johnson Bapanga, fondateur et représentant officiel de Frico Agri. Cette mission a bénéficié de l'appui technique de la RVO (Netherlands Enterprise Agency), de l'ambassade des Pays-Bas en RDC, du programme Orange Corners et d'Ingenious City. L'accord en préparation avec Delphy B.V. devrait porter sur l'adaptation des techniques agricoles aux conditions agroclimatiques locales. L'expertise de l'entreprise néerlandaise est sollicitée en gestion durable des sols, protection intégrée des cultures, agriculture intelligente face au climat, ainsi qu'en formation technique des producteurs. Le partenariat envisagé avec Go&Grow Farm Solutions vise à renforcer la mécanisation agricole et à moderniser les infrastructures de stockage. L'entreprise est sollicitée pour accompagner Frico Agri dans l'acquisition et l'installation d'équipements modernes, tout en contribuant à la formation du personnel local. L'accord prévu avec Agrico B.V. concerne la mise en place d'un projet pilote de 10 hectares pour la production de la variété Markies dans le Kongo Central. Ce projet inclut des essais variétaux, la formation des producteurs et un suivi agronomique destiné à optimiser les rendements et la qualité des récoltes. Sur ce projet pilote, Frico Agri prévoit une récolte annuelle de 450 tonnes de pommes de terre, ce qui permettra d'assurer l'approvisionnement continu de son usine de transformation jusqu'à la prochaine récolte.

ASIE

Les Bourses portées par l’espoir d’un accord budgétaire américain

Les Bourses asiatiques sont en hausse lundi, portées par l'espoir d'un accord qui mettrait fin à la paralysie budgétaire américaine, laquelle ralentit l'activité et empêche la publication d'indicateurs clés. La Bourse de Séoul a grimpé de 3,02% et le Nikkei de Tokyo terminé en hausse de 1,26%. L'indice hongkongais Hang Seng a avancé de 1,47% et Shanghai de 0,53%.

Les investisseurs, préoccupés depuis la semaine dernière par la potentielle surévaluation des actions des entreprises du secteur de l’intelligence artificielle, reprennent espoir en regardant du côté des Etats-Unis. Les sénateurs américains ont trouvé dimanche soir (lundi matin en Asie) un accord provisoire en vue de mettre fin à la paralysie budgétaire qui bloque une partie des services publics depuis une durée record de 40 jours. Il appartient désormais à la chambre des Représentants de voter le texte. «On dirait que nous approchons de la fin du +shutdown+», a déclaré le président américain Donald Trump devant des journalistes dimanche. La nouvelle a été accueillie avec optimisme

sur les places asiatiques où dominait la semaine dernière l’incertitude, en raison de l’absence de données officielles sur l’état de santé de l’économie américaine en raison de cette paralysie, qui a contraint les investisseurs a utiliser des données privées. Elle faisait aussi reculer la devise japonaise: vers 07h30 le dollar s’échangeait pour 154,00 yens (+0,37%) et l’euro progressait à 178,13 yens. «Les conséquences économiques (de la paralysie budgétaire) s’accumulent: le Bureau du budget du Congrès estime que le +shutdown+ pourrait réduire de 1,5 point de pourcentage (annualisé) la croissance trimestrielle du PIB (américain) d’ici la mi-novembre,» estime Rodrigo Catril de la Natio-

nal Australia Bank. Un accord permettrait la reprise des publications de données économiques essentielles, notamment sur le marché du travail, indicateur essentiel pour la Réserve fédérale américaine, alors qu’elle doit se prononcer sur une éventuelle nouvelle baisse de ses taux d’intérêt le mois prochain. Plusieurs membres clés de la Fed ont déclaré que leur principale préoccupation était une inflation obstinément élevée, plutôt que l’emploi. «Les marchés évaluent actuellement à 67% la probabilité d’une baisse des taux en décembre», estime Chris Weston du courtier australien Pepperstone. L’action du fabricant japonais d’équipements médicaux Olympus a bondi de 11,54% lundi, grimpant même brièvement de 15% en séance, après la publication d’un bénéfice

d’exploitation meilleur que prévu au deuxième trimestre et l’annonce d’un plan de restructuration qui suscite l’optimisme des investisseurs. Le constructeur automobile Honda a lui chuté de 4,66% à Tokyo, après que l’entreprise a fortement abaissé vendredi ses prévisions de ventes et de bénéfice pour son exercice 2025/26 en raison de défaillances dans ses approvisionnements de semi-conducteurs, sur fond de crise Nexperia. Vers 07h30 GMT, l’or grimpait à 4075 dollars l’once à cause des craintes persistantes de ralentissement de l’activité économique américaine. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI nord-américain gagnait 0,8% à 60,23 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,71% à 64,08 dollars vers 07h30 GMT.

BOURSE ZURICH

L’appétit au risque grandit à la mi-journée

La Bourse suisse accentuait son rétablissement lundi en fin de matinée, rassurée par les annonces d'un accord aux Etats-Unis qui mettrait fin au plus long blocage budgétaire de l'histoire outre-Atlantique. Alors que les données macroéconomiques se feront rares cette semaine, la saison des résultats se poursuit en Suisse. "Aujourd'hui, pas grand-chose à se mettre sous la dent à part l'analyse des Minutes de la Banque du Japon", résume John Plassard, associé chez Cité Gestion. "L'annonce que le blocage budgétaire américain pourrait se terminer relève l'ambiance sur les marchés", poursuit de son côté Ipek Ozkar-deskaya. L'analyste vedette de Swissquote Bank considère toutefois que "ce n'est que le début d'un drame politique qui pourrait encore durer longtemps". Hors marché des actions, les autres valeurs comme l'or, le pétrole et le bitcoin rebondissaient aussi. Cette semaine, les intervenants guetteront jeudi l'inflation (CPI) en octobre aux Etats-Unis et vendredi la croissance au 3e trimestre dans la zone euro (2e estimation). A 10h50, le Swiss Market Index (SMI) s'appréciait de 0,87% à 12'405,62 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,75% à 2020,97 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,69% à 17'091,11 points. Sur les trente valeurs principales, seules six se paraient de rouge. La défensive Swisscom (-1,5%) accusait les plus lourdes pertes, derrière le bon Lindt (-0,8%). Swiss Life égarait 0,2%. Les analystes de KBW ont dégradé la recommandation du titre de l'assureur vie à "underperform", contre "market perform" précédemment. Julius Bär (+3,6), Logitech (+3,1%) et Partners Group (+2,9%) poursui-

vaient la course en tête, talonnés désormais par Galderma (+2,5%) et Sandoz (+2,3%). Le spécialiste des médicaments génériques et biosimilaires Sandoz profitait ainsi du relèvement par JPMorgan de son objectif de cours. La multinationale pharmaceutique Roche (+1,8%) revendique le succès de divers programmes cliniques avancés sur le fénébrutinib, successeur pressenti de son moteur de ventes Ocrevus dans la franchise contre la sclérose en plaques. La grande banque UBS s'appréciait de 1,4%, sans indication particulière. Les autres poids lourds Nestlé et Novartis (+0,1% chacun) s'étaient extraits du peloton des perdants. Sur le marché élargi, Adecco gagnait 2,7%. Le géant du placement de personnel profitait d'un relèvement de son objectif de cours et d'une confirmation à "equal weight" émise par Morgan Stanley. Le laboratoire BioVersys gagnait 3,0%. Son principal antibiotique expérimental a été retenu par l'Université de Singapour pour une vaste étude clinique. Le concepteur de solutions de stockage énergétique Leclanché par contre chutait de plus de 13%, dans le sillage de l'échec d'un partenariat avec le gestionnaires britannique d'actifs Pinnacle International Capital, sensé lui ouvrir les portes de généreux financements. Lem reculait désormais de 3,6% après un rebond initial. Le fabricant genevois de capteurs de courant électrique a dévoilé une rentabilité après six mois de son exercice décalé 2025/26 certes en repli, mais supérieure aux attentes des analystes.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 07 Novembre 2025 Valeur : 11 Novembre 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	130.4930	130.5080
1	EUR	EURO	150.5237	150.5540
1	GBP	POUND STERLING	171.1159	171.2479
100	JPY	JAPANESE YEN	85.0228	85.0381
1	CNY	CHINESE YUAN	18.3192	18.3233
1	CHF	SWISS FRANC	161.5212	161.5598
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	92.4041	92.4474
1	DKK	DANISH KRONE	20.1543	20.1588
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6193	13.6228
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.7799	12.7836
1	AED	UAE DIRHAM	35.5267	35.5327
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.7916	34.7975
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.9202	425.1075
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9306	44.3722
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0203	14.0220
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8061	23.9284
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2681	3.2783
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.9944	176.9944

POINT-MARCHÉS

Les bourses mondiales bondissent

Les actions mondiales ont augmenté lundi, portées par l’optimisme que la fin de la fermeture historique du gouvernement américain était en vue, tandis que les rendements des obligations d’État ont augmenté et que le dollar s’est stabilisé. Dimanche, le Sénat américain a fait avancer une mesure visant à rouvrir le gouvernement fédéral et à mettre fin à une fermeture de 40 jours qui a mis à l’écart les travailleurs fédéraux, retardé l’aide alimentaire et entravé les voyages aériens. Lors d’un vote de procédure, les sénateurs ont fait avancer un projet de loi adopté par la Chambre des représentants qui sera amendé pour financer le gouvernement jusqu’au 30 janvier et inclure un ensemble de trois projets de loi de finances pour

l’ensemble de l’année. Cette avancée a permis aux contrats à terme du Nasdaq NQc1 d’augmenter de 1,5 %, tandis que les contrats à terme du S&P 500 ESC1 ont progressé de 0,95 %. Les actions européennes ont profité de cette bonne humeur, l’indice pan-européen STOXX 600 .STOXX ayant progressé d’environ 1,4 %, tandis que les actions de Diageo DGE.L ont grimpé en flèche après la nomination d’un nouveau directeur général par le plus grand fabricant de spiritueux au monde. .MIAPJ0000PUS a progressé de 1,3 % et l’indice japonais Nikkei .N225 a augmenté de 1,26 %. "La fin possible de la plus longue paralysie budgétaire américaine est un élément positif pour les marchés", a déclaré Prashant Newnaha, straté-

giste principal pour les taux d’intérêt en Asie-Pacifique chez TD Securities. "Nous nous attendons à ce que la prochaine étape soit un vote de la Chambre des représentants mercredi, le gouvernement devant rouvrir ses portes vendredi." Si le Sénat finit par adopter le projet de loi, celui-ci doit encore être approuvé par la Chambre des représentants et envoyé au président Donald Trump pour qu’il le signe, un processus qui pourrait prendre plusieurs jours. La paralysie budgétaire a eu des répercussions sur l’économie américaine (voir : les travailleurs fédéraux, des aéroports aux forces de l’ordre en passant par l’armée, ne sont pas payés, tandis que la banque centrale navigue à l’aveugle et que le gouver-

nement ne fournit que peu de données économiques. Le conseiller économique de la Maison Blanche, Kevin Hassett , a déclaré dans une interview que le PIB du quatrième trimestre pourrait être négatif si la paralysie budgétaire se prolongeait. Vendredi, des données ont montré que le sentiment des consommateurs américains s’est effondré pour atteindre son niveau le plus bas en trois ans et demi au début du mois de novembre, les ménages s’inquiétant des retombées économiques. Mark Haefele, directeur des investissements chez UBS Global Wealth Management, a déclaré que les allocations aux titres à revenu fixe de qualité et à l’or, dans le cadre d’un portefeuille bien diversifié, pourraient aider à gérer les risques de manière efficace. "Dans l’ensemble, la combinaison de l’assouplissement de la Fed et des bénéfices solides des entreprises reste favorable aux actions, tandis que les obligations de qualité offrent un rapport risque/récompense attrayant", a déclaré Mark Haefele dans une note. "Les investisseurs sous-pondérés devraient ajouter une exposition aux tendances de croissance transformationnelles, y compris l’IA." L’or XAU= a augmenté de plus de 2 % lundi pour atteindre son plus haut niveau en deux semaines, à environ 4 079 dollars l’once, grâce à la combinaison puissante de données économiques américaines faibles, d’attentes de réductions des taux de la Réserve fédérale et d’un dollar plus faible.

CHINE

Pékin lève ses sanctions contre cinq filiales américaines d'un géant sud-coréen

La Chine a annoncé lundi suspendre pour un an ses sanctions contre cinq filiales américaines d'un mastodonte sud-coréen de la construction navale, un nouveau signe d'apaisement des relations commerciales entre Pékin et Washington après la rencontre Trump-Xi. Ces sanctions avaient été prises le 14 octobre, en rétorsion à des mesures américaines touchant l'industrie navale chinoise.

Les mesures chinoises interdisaient toute transaction et coopération en Chine avec cinq filiales du géant sud-coréen Hanwha Ocean: Hanwha Shipping LLC, Hanwha Philly Shipyard, Hanwha Ocean USA International LLC, Hanwha Shipping Holdings LLC et USA Holdings Corp. Le ministère chinois du Commerce accusait ces sociétés d'avoir «contribué à et soutenu» une enquête des autorités américaines contre l'industrie navale chinoise. Il leur reprochait d'avoir ainsi «compromis la souveraineté, la sécurité et le développement de la Chine». Mais, depuis, une rencontre entre les présidents chinois, Xi Jinping, et américain,

Donald Trump, le 30 octobre en Corée du Sud, a permis de dissiper au moins temporairement des mois de tensions bilatérales. Elle a ouvert la voie à une levée de mesures commerciales punitives de part et d'autre. La Chine «a décidé de suspendre les mesures» visant les cinq filiales américaines de Hanwha «à compter du 10 novembre 2025» et «pour une durée d'un an», a indiqué lundi le ministère du Commerce dans un communiqué. Il justifie cette mesure par la suspension, par les États-Unis, de mesures américaines contre le secteur maritime, logistique et de la construction navale chinois. Il s'agit des dernières mesures d'apaisement en

date prises par Pékin après la rencontre Xi-Trump. La Chine avait annoncé dimanche suspendre une interdiction d'exportation vers les États-Unis de gallium, germanium et d'antimoine, des métaux rares cruciaux pour l'industrie moderne. Elle avait déjà indiqué la semaine dernière prolonger d'un an la suspension d'une partie des droits de douane imposés aux produits américains, pour les maintenir à 10%. Le géant asiatique avait aussi annoncé la suspension pour un an de restrictions, imposées le 9 octobre, sur l'exportation de technologies liées aux terres rares, essentielles pour la défense, l'automobile ou l'électronique.

ESPAGNE

Parmi les économies avancées les plus résilientes de la période 2023-2025

Après avoir réussi le challenge de la reprise post-Covid 19, l'Espagne se distingue parmi les économies les plus développées qui jouissent de meilleurs leviers de croissance et de boucliers contre les chocs externes. C'est ce qu'il y a lieu de relever d'une nouvelle note d'analyse du ministère français des Finances sur « la situation macroéconomique de l'Espagne » et les perspectives de croissance des pays de la zone euro. « Dans un contexte marqué

d'abord par le choc inflationniste en 2022-2023 et plus récemment par les incertitudes géopolitiques et commerciales internationales, l'Espagne apparaît comme l'une des économies les plus résilientes parmi les économies avancées », souligne la même note. A travers l'analyse des données statistiques de la période post-2020, les auteurs de la note en question relèvent aussi que « malgré un certain ralentissement de la croissance en 2023 (+2,5%), l'économie espagnole a nettement devancé la croissance de la zone

euro (+0,4%) et de ses principales économies (-0,9% pour l'Allemagne, +1,4% pour la France et +1,0% pour l'Italie) ». Cette tendance s'est confirmée aussi en 2024, l'année durant laquelle «la croissance espagnole a accéléré (+3,5%), devenant l'économie avancée la plus dynamique au niveau mondial ». A ce rythme, tout comme en 2023, l'Espagne a donc « largement dépassé la croissance de la zone euro (+0,9%) et a représenté 40% de sa croissance sur l'année » en 2024, alors qu'« à l'issue du

deuxième trimestre 2025, le PIB espagnol se situe 9,4% au-dessus de son niveau de fin 2019 », soit la progression la plus importante dans l'ensemble de la zone euro. Pour ce qui est des raisons de cette relance, les auteurs de la note estiment que «le dynamisme espagnol s'explique par une série de facteurs en lien avec la composition sectorielle de son économie, l'impact macroéconomique favorable du plan de relance et de résilience et l'importance des flux migratoires».

CANADA

La nouvelle Stratégie de compétitivité climatique du pays

L'action en faveur du climat n'est pas qu'une responsabilité morale, c'est une nécessité économique. La transition mondiale vers une économie à faibles émissions de carbone s'accélère et change ce qui stimule la croissance et là où les capitaux circulent. Pour demeurer concurrentiel, le Canada doit catalyser les investissements dans les secteurs des énergies propres et classiques, afin que ses industries puissent répondre à la demande mondiale croissante de produits et d'énergie à faibles émissions de carbone. Compte tenu de l'incertitude mondiale, le nouveau gouvernement du Canada se concentre sur ce qu'il peut contrôler. Les mesures que nous prenons à l'égard des perturbations climatiques influenceront sur la compétitivité économique du Canada, susciteront de nouvelles possibilités d'investissement et façonneront notre position mondiale pour les générations à venir. Le

Canada doit agir pour combattre les changements climatiques, réduire les émissions et investir dans le développement de l'économie de demain. Aujourd'hui, Adam van Koeverden, secrétaire d'État (Sports), a fait écho à l'annonce mettant en lumière la Stratégie de compétitivité climatique du Canada, qui vise à stimuler les investissements et à obtenir des résultats. La Stratégie mise sur les avantages concurrentiels du Canada et sa position mondiale en tant que superpuissance en matière d'énergies propres pour renforcer son économie de plusieurs façons : En améliorant l'efficacité de la tarification du carbone dans le secteur industriel; En clarifiant la réglementation visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre; En stimulant l'investissement dans une économie propre grâce aux crédits d'impôt;

En soutenant les projets de minéraux critiques; En mobilisant des capitaux à l'appui de la transition vers la carboneutralité; En élaborant de nouvelles mesures pour déterminer notre succès. La Stratégie de compétitivité climatique aidera le Canada à bâtir l'économie la plus forte du G7. En se dotant de cette stratégie, nous tirerons parti des forces uniques du Canada – comme les ressources naturelles abondantes et les innovations en matière de technologies propres – pour attirer les investissements, créer de bons emplois dans les communautés partout au pays et veiller à ce que le Canada demeure concurrentiel sur la scène mondiale. Chaque mesure que nous prenons pour construire des infrastructures, former la main-d'œuvre et soutenir l'innovation dans ce domaine est un investissement dans la prospérité à long terme du Canada.

LA PLUS GRANDE RÉSERVE DE TERRES RARES DU PAYS CACHÉE DANS UN BUNKER L'Allemagne sécurise ses stocks face aux craintes sur l'approvisionnement chinois

En Allemagne, la société Tradium stocke dans un bunker des milliers de fûts de dysprosium, de terbium ou encore de néodyme. Un trésor stratégique, alors que la Chine a imposé des restrictions sur les exportations de terres rares. Dans un ancien bunker, une porte blindée de plus de 4 tonnes protège la plus grande réserve allemande de terres rares, un trésor stratégique face aux restrictions de la Chine, principal producteur mondial. Par souci de sécurité, l'adresse du site, à l'est de Francfort, reste confidentielle. Et l'espace est bien sûr sous vidéosurveillance étroite. La PME allemande Tradium, experte du négoce de ces matériaux, y stocke des milliers de fûts de dysprosium, terbium et autre néodyme, des matières indispensables à nos smartphones, voitures électriques et éoliennes. Presque toutes les étiquettes affichent une même origine : la Chine.

ROYAUME UNI Inflation stable

Le taux d'inflation annuel du Royaume-Uni est resté stable à 3,8% en août 2025, inchangé par rapport à juillet et restant proche des niveaux élevés observés pour la dernière fois en janvier 2024, conformément aux attentes. L'inflation a ralenti pour les transports (2,4% contre 3,2%), avec une baisse de 3,5% des prix des billets d'avion, ce qui constitue la plus forte contribution à la baisse. L'inflation a également diminué pour les services (4,7% contre 5%), les loisirs et la culture (3,2% contre 3,4%) et l'habillement et les chaussures (0,2% contre 0,3%) et s'est stabilisée pour le logement et les services publics (7,4%). En revanche, la plus forte contribution à la hausse est venue des carburants automobiles. L'inflation a également accéléré pour les restaurants et les hôtels (3,8% contre 3,4%), l'alimentation (5,1%, le plus élevé depuis janvier 2024, contre 4,9%) et les meubles, équipements ménagers et entretien (0,8% contre 0,7%). Sur une base mensuelle, l'IPC a augmenté de 0,3%, après une hausse de 0,1% en juillet et conforme aux prévisions. L'inflation annuelle de base a diminué à 3,6% contre 3,8%, en ligne avec les prévisions.

ETATS UNIS L'inflation est passée à 3 %

Le taux d'inflation annuel aux États-Unis est passé à 3% en septembre 2025, le plus élevé depuis janvier, contre 2,9% en août et en dessous des prévisions de 3,1%. Les prix de l'énergie ont augmenté de 2,8% sur un an, le plus depuis mai 2024, après une hausse de 0,2% en août, menée par le fioul (4,1% contre -0,5%) et l'essence (-0,5% contre -6,6%) tandis que la hausse du gaz naturel était plus faible (11,7% contre 13,8%). Les prix ont également augmenté légèrement plus rapidement pour les véhicules neufs (0,8% contre 0,7%). En revanche, on a observé un ralentissement pour l'alimentation (3,1% contre 3,2%), les voitures d'occasion (5,1% contre 6%), les services de transport (2,5% contre 3,5%). L'inflation pour le logement s'est maintenue à 3,6%. L'inflation de base annuelle a en fait ralenti à 3% contre 3,1%, les marchés s'attendant à ce qu'elle reste à 3,1%. Par rapport au mois précédent, l'IPC a augmenté de 0,3%, en dessous de 0,4% en août et des prévisions de 0,4%. L'indice de l'essence a augmenté de 4,1% et a été le principal facteur de l'augmentation mensuelle de tous les articles. L'indice de base a augmenté de 0,2%, en dessous de 0,3% en août et des prévisions de 0,3%.

PUCES IA

Google n'est plus un outsider, au point de déranger NVIDIA ?

Alors que tout le monde a les yeux rivés sur NVIDIA, Google est en train de se frayer une place stratégique dans le secteur ultra-convoité des puces d'intelligence artificielle (IA).

Lors de son bilan trimestriel la semaine passée, la firme de Mountain View a annoncé une envolée de 34 % de ses revenus cloud, dépassant allègrement les attentes des analystes. « Nous constatons une demande importante pour nos produits d'infrastructure IA, notamment les solutions basées sur les TPU et les GPU. C'est l'un des principaux moteurs de notre croissance au cours de l'année écoulée, et je pense que nous continuerons à observer une très forte demande à l'avenir. Nous investissons pour y répondre », a par la suite commenté Sundar Pichai, P.-D.G de Google.

Google muscle ses TPU et signe des deals de géants

Depuis quelques années maintenant, l'entreprise développe des Tensor Processing Units (TPU), des circuits spécialisés (ASIC), optimisés pour les tâches d'IA les plus lourdes comme l'entraînement des grands modèles, l'inférence des chatbots ou le fonctionnement des agents. À la différence des GPU, très polyvalents, les TPU sont calibrés pour faire une chose, mais à une vitesse monstrueuse. Cette spécialisation porte ses fruits à l'ère de l'IA générative : Google vient de dévoiler Ironwood, la 7e génération de ses TPU, présentée comme quatre fois plus rapide que la précédente. Une bête de calcul pen-



sée pour absorber les charges les plus extrêmes, au point qu'Anthropic prévoit d'en utiliser jusqu'à 1 million pour faire tourner Claude. De même, la société a récemment conclu un accord avec OpenAI, qui cherche à diversifier ses fournisseurs. Une manœuvre qui n'est pas passée inaperçue chez NVIDIA...

La dynamique évolue

La stratégie de Google est bien léchée. Contrairement à NVIDIA, elle ne vend pas ses puces directement, mais les propose en tant que service dans Google Cloud. Une stratégie qui favorise sa montée en puis-

sance. Car pour les géants du cloud, développer ses propres processeurs est devenu un impératif. D'ailleurs, Amazon et Microsoft sont également sur le coup. Mais Google a clairement plus d'avance. Ses TPU sont déployés à très grande échelle, testés en production depuis des années, et désormais suffisamment matures pour séduire des clients externes. Si cela ne remet pas en cause la domination de NVIDIA, la dynamique est malgré tout en train de changer. Google ne se contente plus d'être un gros acheteur de GPU, elle devient une concurrente crédible, capable d'offrir une alternative plus rentable et taillée pour des flux très spécifiques.

La start-up Inception lève 50 M\$



inception
A START-UP COMPANY

À l'origine d'un modèle de diffusion (diffusion LLM), la jeune pousse a levé 50 M\$ dans un tour de table mené par Menlo Ventures, avec la participation de Mayfield, Innovation Endeavors, le fonds M12 de Microsoft, Snowflake Ventures, Databricks Investment et NVentures, la branche capital-risque de Nvidia. À l'inverse de modèles plus traditionnels comme GPT ou Gemini dits auto-regressifs - c'est à dire fonctionnant de manière séquentielle, prédisant chaque mot ou fragment de mot suivant sur la base de ce qu'ils ont précédemment traités - les modèles de diffusion modifient progressivement la structure globale de leur réponse jusqu'à ce qu'elle corresponde au résultat souhaité. Selon Inception, ses dLLM « exploitent la technologie à l'origine des avancées révolutionnaires en matière d'images et de vidéos, telles que Dall-E, Midjourney et Sora, pour générer des réponses en parallèle ».

Ce logiciel a pu piller les données de détenteurs de Samsung Galaxy pendant presque un an

Un logiciel espion ultra-discret, baptisé Landfall, a réussi à infecter des smartphones Samsung Galaxy pendant des mois avant d'être neutralisé. L'enquête révèle l'une des opérations d'espionnage les plus sophistiquées jamais observées sur Android. Les chercheurs en cybersécurité ont remonté la trace de cette campagne ciblant exclusivement les appareils du géant sud-coréen, notamment les Galaxy S23, S24, S22, Z Fold 4 et Z Flip 4 tournant sous Android 13, 14, 15 ou 16. Celle-ci reposait sur une vulnérabilité zero day, c'est-à-dire une faille inconnue du constructeur au mo-

ment où elle était exploitée, donc impossible à bloquer immédiatement. Référencée CVE-2025-21042, elle est restée active pendant des mois sans que personne ne le sache, de juillet 2024 à avril 2025, lorsque Samsung l'a corrigée.

Un malware infectant la bibliothèque de traitement d'images

Le dispositif se trouvait précisément dans la bibliothèque de traitement d'images intégrée à One UI. Concrètement, les pirates envoyaient à leurs cibles des fichiers photo au format DNG, modifiés pour

contenir du code malveillant. Selon les chercheurs, ces images étaient souvent nommées comme des photos reçues via WhatsApp, ce qui suggère que les victimes n'avaient même pas besoin d'ouvrir le fichier pour être contaminées. « Nous pensons qu'il s'agissait d'une campagne d'espionnage de précision visant des Galaxy au Moyen-Orient », explique Itay Cohen, principal chercheur chez Unit 42, firme spécialisée en cybersécurité. Des indices renvoient vers des victimes possibles en Irak, en Iran, en Turquie et même au Maroc. Une fois installé, le malware oc-

troyait l'accès aux hackers aux données contenues dans le smartphone : enregistrement des appels et du micro, localisation en continu, photos, messages, contacts, journaux d'appels, etc. Il leur était même possible de manipuler les protections internes d'Android pour empêcher le logiciel d'être délogé. Ce dernier communiquait ensuite avec des serveurs de commande à l'étranger. « La qualité de l'outil et sa capacité à rester furtif montrent un opérateur hautement doté, pas un groupe criminel lambda », résume Unit 42. Cette affaire fait écho à une faille similaire corrigée par Apple cette

année dans son propre traitement d'images, exploitée, là aussi, via des images envoyées sur WhatsApp.

Des attaques toujours plus sophistiquées

« Le timing, les similarités techniques et la méthode de livraison montrent qu'un même courant d'attaques, fondé sur l'exploitation du format DNG, circule désormais sur plusieurs plateformes mobiles », préviennent les experts. Si vous détenez un Samsung Galaxy, veillez surtout à ce que votre smartphone soit à jour dans les paramètres.

ELON MUSK CHANTE LES LOUANGES DE LA CHINE

“Les autres entreprises en Occident sont faibles”



Le patron de Tesla a assisté au lancement d'un robot humanoïde réalisé par l'entreprise

chinoise Xpeng. L'occasion pour lui de lancer quelques propos tonitruants dont il a le secret. Rien

n'est jamais discret ou dans la mesure quand on parle d'Elon Musk semble-t-il. L'homme le plus riche du monde a toujours un projet gigantesque - comme encore dernièrement avec les semi-conducteurs - ou un propos qui porte à partager. Cette fois, l'homme d'affaires s'est illustré en commentant la sortie du robot humanoïde de son concurrent chinois Xpeng.

Le robot humanoïde de Xpeng salué par Elon Musk

Si Tesla a commencé avec les véhicules électriques, l'entreprise s'est développée en se diversifiant, en sortant notamment des robots humanoïdes Optimus. Un modèle

que suit le Chinois Xpeng, connu pour ses voitures électriques, qui vient de présenter son robot humanoïde IRON. Une sortie qui a été saluée par Elon Musk. « Pas mal... Tesla et les entreprises chinoises vont dominer le marché » a-t-il prédit dans un chat, à l'occasion de la présentation officielle, comme nous le rapporte le média chinois Sohu Tech.

« Tesla et les compagnies chinoises vont dominer le marché »

Mais le milliardaire ne s'est pas contenté de tresser des lauriers à sa concurrence. Il en a aussi profité pour tacler les entreprises occi-

dentes, qu'il ne trouve pas au niveau de celles de l'empire du Milieu. « Les autres entreprises occidentales sont faibles » a-t-il ainsi brutalement résumé son opinion. Résultat, il n'a plus d'yeux que pour ce qu'il se passe de l'autre côté du Pacifique, voyant dans la Chine un modèle admirable. « J'ai beaucoup de respect pour la concurrence chinoise. Il y a tellement de gens intelligents et travailleurs en Chine » a complimenté Elon Musk. Une façon pour l'homme au plan de rémunération de 1 000 milliards de dollars de demander des conditions de travail aussi dures pour ses entreprises aux États-Unis ?

Pourquoi les constructeurs automobiles ont quasiment tous renoncé aux moteurs à plat et fait de la Porsche 911 un cas unique

Après avoir connu leur heure de gloire avec les Citroën 2CV ou Volkswagen Coccinelle, les moteurs à plat se font de plus en plus rares. C'est bien simple, sur le marché français, la Porsche 911 est la dernière à proposer encore cette architecture mécanique si singulière en neuf. Même Subaru y a renoncé dans l'Hexagone, tout en persévérant dans d'autres pays. Mais comment expliquer cette désaffection des autres marques pour le "boxer" alors qu'il possède quelques avantages non négligeables ?

Des Citroën 2CV et GS aux Volkswagen Coccinelle et Combi, les moteurs à plat ont longtemps équipé des modèles très populaires. Mais aujourd'hui, ils ont quasiment disparu sur le marché du neuf. A fortiori en France où Subaru ne propose plus que des véhicules électriques. Le Japonais continue de rester l'un des plus grands défenseurs de cette architecture mécanique, toujours disponible dans d'autres pays d'Europe où ne sévit pas notre redoutable malus écologique. En revanche, dans l'Hexagone, les amoureux du "boxer" n'ont désormais plus qu'un seul choix : l'éternelle Porsche 911.

Des moteurs à plat qui ont des avantages... et des inconvénients

Plus que jamais, l'emblématique sportive allemande apparaît donc comme un cas unique. Eh oui, ses petits frères Boxster et Cayman ont également disparu, tout comme la Toyota GR86. Pourtant, comme le soulignait récemment l'un de nos lecteurs, les moteurs à plat favorisent un centre de gravité plus bas et une moindre hauteur d'implantation sous le capot. Tout en offrant le plus souvent une sonorité sympathique. Notre interlocuteur nous a donc demandé pourquoi presque tous les constructeurs ont renoncé à cette solution. En réalité, il ne faut pas oublier que cette architecture mécanique a aussi des inconvénients. Ce type de moteur est encombrant en surface, d'où souvent un rayon de braquage dégradé s'il est placé à l'avant. En outre, cet encombrement empêche une disposition en position transversale. D'ailleurs, tous les boxers que nous connaissons sont implantés longitudinalement. Sur la plupart des Subaru, ce n'est pas un problème, puisqu'il faut entraîner les roues arrière et que le vilebrequin est alors pile dans le prolongement de l'arbre de transmission. Pour une traction, c'est plus contraignant.

Des moteurs à plat qui peuvent pénaliser le comportement

Autre contrainte, la plupart des moteurs à plat sont situés en porte-à-faux, arrière comme sur la célèbre Porsche 911 ou



avant comme l'Alfasud, car la boîte de vitesses est souvent positionnée entre le moteur et l'habitacle. Cette disposition réduit l'empattement, car les roues avant

sont reculées d'autant. C'est donc au détriment de l'espace à bord et de la stabilité à haute vitesse. D'autre part, un moteur en porte-à-faux avant est néfaste à l'efficacité

en virage, car il introduit davantage d'inertie en entrée de courbe, et entraîne vers l'extérieur. Les vieilles Porsche 911 souffrent du fameux effet sac à dos, qui implique de connaître le mode d'emploi en conduite rapide : freiner progressivement jusqu'au point de corde pour charger le train avant sinon un peu léger, puis réaccélérer progressivement juste après, sinon ce sera sousvirage puis survirage ! Les plus récentes se sont toutefois largement assagies, comme l'illustre la récente version GTS hybride.

Les Subaru ont, elles, souvent eu tendance à souffrir d'un sous-virage important, à quelques exceptions près comme le coupé BRZ, cousin des Toyota GT86 puis GR86. Une solution serait effectivement de monter le moteur en position centrale avant, avec boîte de vitesses en porte-à-faux avant, ou en centrale arrière, avec boîte de vitesses en porte-à-faux arrière. Cette dernière solution a d'ailleurs été mise en pratique par Porsche sur les Boxster et Cayman, mais elle a impliqué de supprimer les places arrière, un des atouts de leur grande sœur. Les seules 911 à y avoir recours sont les RSR de course ou les anciennes GT1 des années 1990, qui n'ont pas à se soucier de pouvoir transporter quatre personnes.

Quelle fiabilité pour les moteurs à plat ?

Enfin, si la métallurgie moderne permet de faire des moteurs fiables, qu'ils soient en ligne, en V ou boxers, n'oublions pas que, chez Porsche, il y a aussi eu des soucis, comme le roulement IMS des générations 996 et 997 ou des cylindres rayés. Les cylindres étant à plat, ils ont tendance à être plus sollicités côté frottements dans leur partie basse, ce qui exige une lubrification irréprochable et performante. Les Toyota GT86 et Subaru BRZ ont également pu connaître des casses moteur. Cette disposition tend par ailleurs à compliquer certaines interventions d'entretien, comme le remplacement des bougies, avec des coûts de main-d'œuvre plus élevés à la clé. Mais Subaru, très populaire aux États-Unis, a tout de même réussi à devancer Toyota, Honda ou Lexus dans une récente enquête consacrée à la fiabilité outre-Atlantique.

BYD produira le Seal U en Turquie : la riposte s'organise

BYD franchit une nouvelle étape dans sa conquête du marché européen et va produire son SUV Seal U DM-i en Turquie, un site stratégique aux portes de l'Union européenne, pour réduire ses coûts et accélérer son offensive sur les marques locales. À mesure que ses parts de marché progressent, BYD affine sa stratégie d'expansion mondiale. Après avoir signé un accord d'un milliard d'euros pour implanter une usine à Manisa, à l'ouest d'Izmir, le géant chinois a confirmé que son SUV hybride rechargeable Seal U DM-i y serait le premier modèle assemblé hors de Chine. Ce choix n'a rien

d'anodin : produire en Turquie, c'est bénéficier d'un accès privilégié au marché européen tout en échappant aux droits de douane imposés aux importations venues de Chine. Lancé en 2023, le SUV Seal U s'est déjà taillé une place sur le Vieux Continent : près de 23.000 exemplaires écoulés en douze mois, soit environ 0,2 % du marché européen. Son système hybride DM-i, à forte composante électrique, lui permet de rouler plus de 100 km sans émission locale et d'afficher des consommations record pour sa catégorie. Une proposition pragmatique, bien calibrée



pour séduire les automobilistes européens rationnels avant tout sensibles à l'efficacité. En sus, BYD va développer sa gamme DM-i avec la nouvelle Seal 6 – en berline et en break (essai à lire ici) – et l'Atto 2 qui arrivera bientôt avec une telle motorisation hybride rechargeable. Cette implantation turque marque une étape décisive : BYD gagne en réactivité, en compétitivité et en crédibilité industrielle. Et pendant que les marques européennes débattent de transition énergétique et de souveraineté, le rouleau compresseur chinois se rapproche — à portée de camion.

Mots fléchés

DANS L'OCÉAN INDIEN GAILLARD		SECON- DAIRE CASANIERS		CLAN EXCLAMA- TION		INSCRIRE		ACQUÉ- REUR VERBALE		3,14 VOÛTE		TÉLÉPHONE PORTABLE ABER- RATION	
						SALTIM- BANQUES PRÉNOM MASCULIN							
INTER- PRÊTER DIVIN MARQUIS											CLUB DE FOOT CONJONC- TION		
				VILLE DU 05 FIT TRÉBU- CHER									DÉTRUITES
MIMIQUE SOIGNA										FATIGUA VIN ESPAGNOL			
					ÊTRES PARFAITS PEINTRE VIENNOIS						DANS ATELIER MÉCANIQUE		
RÉSERVE VENDEURS D'HUÎTRES						FORCES		EMPIRE MOQUERIE					
									BARBA PLAÇA				
BRONZE INERTIE							REPÈRE CÔTIER SUR- VEILLANT					SORTE D'AUTRU- CHE	
				HAUTAIN DÉLICATES									
DIFFORME	OMISE		SÉVÈRE PAS FUTÉ							ENJOUÉ PRÉCISE			
					ÉTAT DE L'INDE RÉCEPTEUR RADIO				PETIT SEIN MYSTÈRE				
EXÉCUTÉE		REMPOR- TASSE POSSÈDENT									VIEILLE CITROËN RÉPONDU		
							TRAIN SUR ROUES FERME LA PORTE						MOUVE- MENT DE FOULE
LONGUEUR CHINOISE ASCEN- DANTE			ENQUÊTEUR AMÉR- INDIEN										
						CONIFÈRE		ÉLÉMENT DE POULIE ROULÉ				ARTICLE	
RATIFIÉE ANIMAUX										PASSAGE À PIED			
					ÉTOFFE DE LAINE								

PÉTROLE

Le Brent en légère hausse à plus de 64 dollars

Les prix du pétrole progressaient légèrement lundi, dans l'attente d'éclaircissements sur le marché avec la publication de plusieurs rapports en milieu de semaine. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord gagnait 0,94% à 64,23 dollars, et celui de WTI nord-américain 1,04% à 60,37 dollars (vers 09H50 GMT). Les investisseurs sont tournés vers la publication en milieu de semaine de plusieurs rapports dont celui, mensuel, de l'Opep, ainsi que le très attendu World Energy Outlook de l'AIE sur les perspectives mondiales pour l'énergie. La hausse des prix est aussi "probablement favorisée par les données encourageantes sur l'inflation en Chine", qui a enregistré un rebond surprise, desserrant provisoirement l'état déflationniste après deux mois de baisse, selon un analyste.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Mardi 11 novembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MONNAIE

Le dollar hésite sur les marchés européens

Le dollar évoluait sans direction claire lundi, les investisseurs mesurant les conséquences d'un accord provisoire aux Etats-Unis qui renforce l'hypothèse d'une fin de la paralysie budgétaire dans le pays. La devise américaine progressait de 0,025%, face à la monnaie unique européenne, à 1,1564 dollar pour un euro, mais reculait de 0,015% par rapport à la livre à 1,3164 dollar pour une livre. Le billet vert grimpait par ailleurs face au yen à 154,14 yens (+0,47%) pour un dollar. Les sénateurs américains ont trouvé dimanche un accord provisoire en vue de mettre fin au blocage qui paralyse une partie des services publics depuis une durée record de 40 jours.

PRÉSIDENTENCE

Tebboune reçoit une demande du président allemand pour gracier Boualem Sansal

Le Président fédéral d'Allemagne, M. Frank-Walter Steinmeier, a demandé au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'accomplir un geste humanitaire en gracier l'écrivain Boualem Sansal, détenu depuis un an, indique, lundi, un communiqué de la Présidence de la République. Compte tenu de l'âge avancé de Boualem Sansal et de la fragilité de son état de santé, le Président allemand a proposé que Sansal soit autorisé à se rendre en Allemagne afin d'y recevoir des soins médicaux, précise la même source. Boualem Sansal est un citoyen algérien et français, et lauréat du Prix de la paix des libraires allemands. Le 1er juillet 2025, il a été condamné en appel en Algérie à une peine de prison et à une amende, rappelle le communiqué. "J'ai demandé à mon homologue algérien la grâce de Boualem Sansal. Un tel geste serait l'expression d'un esprit humanitaire et d'une grande clairvoyance politique. Il refléterait les relations personnelles de longue date que j'entretiens avec le Président Abdelmadjid Tebboune, ainsi que les excellents rapports entre nos deux pays", a déclaré le Président allemand.

TIPASA

Campagne de dépistage précoce du cancer de la prostate

Plus de 300 personnes ont bénéficié d'examens de dépistage précoce du cancer de la prostate, au titre d'une campagne organisée par l'établissement public hospitalier (EPH) commandant Lakhdar-Bouchemaa de Sidi Ghilès (Tipasa), dans le cadre de l'initiative nationale "Novembre bleu", a-t-on appris auprès de la direction locale de la santé. Menée à l'initiative du service d'oncologie, cette opération qui a ciblé des hommes âgés de plus de 50 ans, a permis de détecter cinq cas suspects nécessitant des examens complémentaires,

selon la même source. Le Dr. Kaïm Nacer Eddine, maître-assistant en oncologie à l'hôpital de Sidi Ghilès, a souligné dans une déclaration à la presse que la forte affluence observée témoignait d'une prise de conscience croissante du public face à cette maladie, rappelant que le cancer de la prostate était le plus fréquent chez les hommes. Le spécialiste a insisté sur l'importance du dépistage précoce, qui facilite la prise en charge et améliore les chances de guérison, précisant que la campagne "Novembre bleu 2024" avait permis de dé-

tecter 14 cas de cancer de la prostate sur un total de 250 examens réalisés. Par ailleurs, le service d'oncologie de l'EPH de Sidi Ghilès prévoit l'organisation de deux autres campagnes similaires, la semaine prochaine et à la fin du mois en cours, au niveau des hôpitaux de Hadjout et de Bou Ismaïl. Cette campagne de dépistage a été encadrée par la Professeure Fatma Seghir, cheffe du service d'oncologie, avec la participation de spécialistes en urologie, d'oncologues, de médecins généralistes et d'un personnel paramédical qualifié.

RAPPORT

Chaque année le changement climatique coûte la vie à des millions de personnes



Un nouveau rapport sur le changement climatique révèle que l'inaction et la dépendance continue aux combustibles fossiles entraînent un coût humain immense, avec des millions de vies perdues chaque année en raison de la chaleur, de la pollution atmosphérique, de la propagation des maladies et de l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Le rapport 2025 "Lancet Countdown on Health and Climate Change" dirigé par l'University College London et produit en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé, la London School of Hygiene & Tropical Medicine et 70 autres institutions universitaires et agences des Nations unies, révèle que le taux de décès liés à la chaleur a augmenté de 63% depuis les années 1990, atteignant une moyenne de 546000 décès par an entre 2012 et 2021. Ce rapport qui met en garde contre les conséquences sanitaires et économiques du retard pris dans la lutte contre le changement climatique, souligne que 12 des 20 indicateurs de santé clés ont atteint des niveaux sans précédent, car l'incapacité du monde à réduire les émissions et à s'adapter aux effets du changement climatique aggrave les menaces pour la santé et les moyens de subsistance à l'échelle mondiale. Les conditions plus chaudes et plus sèches ont exacerbé le risque d'incendies de forêt, avec des implications pour la santé: rien qu'en 2024, la pollution due à la pollution de la fumée des incendies de forêt a été associée à un

nombre record de 154000 décès. Les précipitations extrêmes (qui peuvent déclencher des crues soudaines et des glissements de terrain) et les sécheresses ont augmenté sur plus de 60% de la surface émergée/terrestre du globe. Ces conditions extrêmes de chaleur, de précipitations et de sécheresses affectent la productivité des cultures, perturbent les chaînes d'approvisionnement et menacent la sécurité alimentaire. Le changement climatique a également

une incidence sur le risque de transmission de maladies infectieuses mortelles: les indicateurs du rapport montrent que le risque de transmission de la dengue a augmenté de près de 50% à l'échelle mondiale depuis les années 1950. Les retards dans l'adoption d'énergies propres et respectueuses du climat et la poursuite de la combustion de combustibles fossiles non seulement réchauffent la planète, mais produisent également une pollution atmosphérique dangereuse, entraînant des millions de décès supplémentaires chaque année. Au Royaume-Uni, la pollution atmosphérique a causé 28000 décès prématurés en 2022, dont 55% étaient dus à la combustion de combustibles fossiles. Les systèmes alimentaires non durables, caractérisés par des régimes alimentaires riches en carbone et malsains, ont contribué à 11,8 millions de décès liés à l'alimentation dans le monde en 2022, ajoute le rapport. Le document montre qu'en 2024, l'exposition à la chaleur a entraîné une perte de productivité record de 639 milliards d'heures potentielles, avec des pertes de revenus équivalentes à 1090 milliards de dollars, soit près de 1% du PIB mondial.

Publicité

MOTOREST

matériel agricole

5 ÈME ÉDITION

ÉVÈNEMENT

LA MÉCANISATION ET L'INTÉGRATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DANS LES CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre annuelle.

Nous vous invitons à participer à une rencontre avec des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025

ADRAR - ALGÉRIE

SOYEZ AU RENDEZ VOUS !